

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/M/80

18 juillet 2003

(03-3901)

Conseil général  
15 mai 2003

## COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard  
le 15 mai 2003

*Président: M. Carlos Pérez del Castillo (Uruguay)*

<u>Questions examinées</u>	<u>Page</u>
<u>1. Iran – Demande d'accession (WT/ACC/IRN/1)</u> .....	2
<u>2. Programme de travail relatif au traitement spécial et différencié énoncé au paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle de Doha et au paragraphe 12.1 de la Décision ministérielle de Doha sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre – Rapport de situation du Président du Conseil général sur ses consultations</u> .....	2
<u>3. Comité du budget, des finances et de l'administration</u> .....	6
<u>a) Rapport du Comité sur ses réunions d'octobre, de novembre et de décembre 2002 (WT/BFA/63)</u> .....	6
<u>b) Rapport du Président du Comité sur l'examen par ce dernier de méthodes pour les ajustements futurs de la rémunération (WT/BFA/64)</u> .....	7
<u>4. Rapport du Président du Comité des négociations commerciales</u> .....	9
<u>5. Programme de travail sur les petites économies – Rapport du Président des sessions spécifiques du Comité du commerce et du développement</u> .....	10
<u>6. Système de certification du processus de Kimberley pour les diamants bruts – Demande de dérogation de l'Australie, du Brésil, du Canada, de la Corée, des Émirats arabes unis, des États-Unis, d'Israël, du Japon, des Philippines, de la Sierra Leone et de la Thaïlande (G/C/W/431 et Corr.1 et 2, G/C/W/432/Rev.1)</u> .....	12
<u>7. Décision ministérielle de Marrakech sur les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires – Suite donnée au rapport du Groupe interinstitutions sur les difficultés à court terme à financer des niveaux normaux d'importations commerciales de produits alimentaires de base – rapport du Président du Comité de l'agriculture</u> .....	13
<u>8. Examen des progrès accomplis en ce qui concerne les questions de mise en œuvre soumises aux organes de l'OMC au titre de la décision du 14 novembre 2001 sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre – Communication de l'Inde (WT/GC/W/494)</u> .....	15

<b><u>9.</u></b>	<b><u>Examen des progrès accomplis en ce qui concerne les questions liées au développement figurant dans le Programme de travail de Doha – Communication de la Tanzanie au nom du Groupe informel des pays en développement (WT/GC/W/495)</u></b> .....	<b>15</b>
<b><u>10.</u></b>	<b><u>Régime des pensions de l'OMC – Élection d'un Président, d'un membre et d'un suppléant au Comité de gestion – Proposition du Président (WT/GC/W/496)</u></b> .....	<b>28</b>
<b><u>11.</u></b>	<b><u>Cinquième session de la Conférence ministérielle – Présence d'organisations internationales intergouvernementales en qualité d'observateurs - Demande de la Ligue des États arabes</u></b> .....	<b>29</b>
<b><u>12.</u></b>	<b><u>Amélioration des services fournis aux Membres par le Secrétariat</u></b> .....	<b>33</b>
<b><u>13.</u></b>	<b><u>Présidence du Comité du commerce et du développement</u></b> .....	<b>34</b>
<b><u>14.</u></b>	<b><u>Présidences des Groupes de travail de l'accession du Bhoutan, de l'Éthiopie et du Yémen</u></b> .....	<b>35</b>
<b><u>15.</u></b>	<b><u>Fermeture des locaux de l'OMC pendant la réunion du G-8 à Évian</u></b> .....	<b>35</b>

## **1. Iran – Demande d'accession (WT/ACC/IRN/1)**

1. Le Président a appelé l'attention sur la communication de l'Iran, reproduite dans le document WT/ACC/IRN/1, demandant son accession à l'Accord sur l'OMC en conformité avec l'article XII. Il a rappelé que le Conseil général avait, la dernière fois, examiné cette question à sa réunion de février, et était convenu d'y revenir à la réunion en cours.

2. La représentante des États-Unis a dit que la question de l'accession de l'Iran à l'OMC continuait d'être examinée par son gouvernement, et sa délégation n'avait rien à ajouter à la déclaration qu'elle avait faite à la réunion de février du Conseil général.

3. Le représentant de la Tanzanie, s'exprimant au nom du Groupe informel des pays en développement, a dit que ces pays prenaient note de la déclaration des États-Unis. Ils espéraient que les États-Unis achèveraient bientôt l'examen de la question et pourraient y apporter une réponse positive à la réunion suivante du Conseil général.

4. Le Conseil général a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur ce point à sa prochaine réunion.

## **2. Programme de travail relatif au traitement spécial et différencié énoncé au paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle de Doha et au paragraphe 12.1 de la Décision ministérielle de Doha sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre – Rapport de situation du Président du Conseil général sur ses consultations**

5. Le Président a rappelé qu'à sa réunion de février, le Conseil général avait examiné un rapport du Président du Comité du commerce et du développement (CCD) réuni en session extraordinaire sur le traitement spécial et différencié conformément au paragraphe 12.1 de la Décision ministérielle de Doha sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre. Suite au débat de la réunion de février, le Conseil général était convenu qu'il reviendrait sur cette question, après avoir pris note du rapport et des déclarations, et avait invité son prochain Président, en coordination avec le Président du CCD réuni en session extraordinaire, à entreprendre des consultations immédiatement pour définir comment faire progresser cette très importante question. Conformément à ce mandat, et fermement convaincu qu'il était important, dans le cadre du Programme de Doha pour le développement, de faire progresser les travaux sur le traitement spécial et différencié, le Président avait tenu des consultations avec plusieurs groupes de Membres afin d'étudier diverses idées concernant une nouvelle approche

possible des travaux à accomplir. Cela permettrait aux Membres de dépasser le sentiment de frustration qu'ils éprouvaient dans ce domaine et d'entreprendre une procédure qui leur permettrait d'aboutir à des résultats positifs. Sur la base de ces consultations, le Président avait présenté le 7 avril un document [JOB(03)/68] décrivant ce qui, à son sens, constituait pour les Membres la meilleure façon de progresser. Comme il l'indiquait dans ce document, cette approche reposait sur deux principes fondamentaux. Premièrement, toutes les propositions concernant le traitement spécial et différencié axées sur des accords particuliers restaient en suspens et seraient examinées par les Membres sans préjuger des résultats. Deuxièmement, il était nécessaire, pour l'efficacité des travaux, d'établir une catégorisation informelle des 88 propositions axées sur des accords particuliers, ce qui ne signifiait nullement que la priorité serait accordée à certaines propositions. Sur la base de l'approche envisagée et à la suite d'un examen attentif de toutes les propositions axées sur des accords particuliers, le Président avait réparti les propositions en trois grandes catégories et, le 5 mai, les Membres avaient reçu un document présentant ces catégories sous forme d'une liste consolidée (Job n° 3403). Cette liste servirait de base pour les travaux futurs des Membres sur le traitement spécial et différencié.

6. La "catégorie I" comprenait les propositions pour lesquelles, sur la base des discussions qui avaient eu lieu jusqu'ici et des réponses données par les Membres, il semblait le plus probable que l'on puisse arriver à un accord. Elle incluait aussi les propositions qu'il était possible de développer, de sorte que, de l'avis du Président, les Membres devraient essayer de les traiter et de faire des progrès, que ce soit sous leur forme actuelle ou autrement. Il y avait dans cette catégorie 38 propositions, dont 12, qui étaient axées sur des accords particuliers, avaient recueilli l'accord de principe des Membres en février et étaient reproduites à l'Annexe III du rapport du CCD en session extraordinaire figurant dans le document TN/CTD/7. La "catégorie II" comprenait 38 autres propositions faites dans les domaines qui faisaient actuellement l'objet de négociations dans le cadre du Programme de Doha pour le développement, ou dont le dispositif était déjà examiné dans d'autres organes de l'OMC, et qui, de l'avis du Président, seraient probablement mieux traitées dans le cadre des négociations ou au niveau technique. Il fallait reconnaître qu'en dépit de toutes les tentatives réalisées auparavant, les questions de la catégorie II demeuraient sans solution, raison pour laquelle le Président était fermement convaincu que la seule façon de progresser était de les renvoyer aux organes de négociation et aux organes techniques compétents. Enfin, la "catégorie III" comprenait 12 propositions sur lesquelles, à son avis, il y avait actuellement de larges divergences de vues, au point que des progrès ne seraient sans doute pas possibles sans remanier dans une certaine mesure le texte original.

7. Sur la base de cette approche, le Président avait l'intention de tenir des consultations au niveau des Représentants permanents. Il souhaitait que les Membres abordent les propositions de la catégorie I, avec lesquelles il commencerait ses consultations, avec un maximum d'appuis et de flexibilité afin que des progrès puissent être réalisés. Comme il l'avait signalé dans le document sur une approche en matière de traitement spécial et différencié, il était entendu, d'après les consultations qu'il avait eues, que les Membres seraient disposés à envisager de modifier l'équilibre actuel des droits et obligations et que, sans préjuger du résultat des travaux, ils étaient aussi prêts à amender éventuellement, au cas par cas, les textes existants des Accords et Décisions de l'OMC. Il avait aussi proposé que le Conseil général, lorsqu'il demanderait aux organes concernés d'examiner les propositions de la catégorie II, donne pour instruction de le faire aussi rapidement que possible et de faire rapport à la dernière réunion du Conseil général avant la Conférence ministérielle de Cancún. Ces organes auraient aussi pour instruction de faire en sorte que, dans les cas où les Membres seraient en mesure de formuler des recommandations, cela soit sans préjudice de la date d'achèvement de l'ensemble des négociations. À cet égard, il avait bon espoir que des résultats positifs pourraient être obtenus avant Cancún au sujet de certaines propositions de la catégorie II qui avaient figuré dans la liste originale des 22 propositions identifiées par le Président du CCD en session extraordinaire. Le Président avait aussi l'intention, sur ce sujet précis, d'écrire aux Présidents des organes auxquels ces propositions étaient renvoyées pendant la semaine en cours. Il avait en outre l'intention de suivre très

attentivement les progrès réalisés sur ces questions. S'agissant de la catégorie III, il avait l'intention d'examiner des questions au Conseil général avant la Conférence ministérielle de Cancún.

8. Il était important de souligner que l'ensemble du processus continuerait de relever globalement du Conseil général, et que le Président continuerait de tenir le Conseil au courant des progrès réalisés à cet égard. Signalant qu'il entreprendrait, à partir de la semaine suivante, une série intensive de négociations avec les Membres, le Président a assuré ceux-ci qu'il n'épargnerait aucun effort pour aboutir à un résultat positif avant Cancún. Il savait qu'il n'y avait eu aucun résultat majeur concernant le traitement spécial et différencié, mais il était désormais important d'aboutir à un résultat spécifique qui réponde aux besoins des pays en développement. Il présenterait un nouveau rapport de situation à la prochaine réunion du Conseil général. Il n'avait pas l'intention d'ouvrir un débat sur ce sujet à la réunion en cours car il préférerait aborder les questions de fond en consultations informelles. Il demandait aux Membres de faire preuve de coopération et de compréhension à cet égard, mais les délégations pouvaient néanmoins prendre la parole pour soulever des points spécifiques.

9. Tous les représentants qui ont pris la parole ont remercié le Président pour le rapport sur ses consultations, ainsi que de ses efforts visant à sortir de l'impasse dans laquelle se trouvaient actuellement les travaux sur le traitement spécial et différencié.

10. La représentante du Kenya a rappelé qu'aux termes du paragraphe 12 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre et du paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle de Doha, les Ministres réunis à Doha avaient donné pour instruction au CCD d'identifier, de renforcer et de rendre plus effectives et opérationnelles les dispositions relatives au traitement spécial et différencié et de les convertir en dispositions impératives. Mais après une année de discussions et trois dépassements de délai, le CCD réuni en session extraordinaire n'avait pu convenir de résoudre les 88 questions identifiées et avait recommandé que le Conseil général apporte des éclaircissements au mandat du CCD en matière de traitement spécial et différencié. La délégation kényenne était d'avis que le Conseil général devait donner les éclaircissements demandés, ainsi que des orientations complémentaires quant à la façon dont le CCD pourrait s'acquitter de son mandat. Le fait de renvoyer à d'autres organes de l'OMC certaines des propositions concernant le traitement spécial et différencié axées sur des accords particuliers aurait non seulement pour effet de taxer les ressources limitées de sa délégation mais aussi pour conséquence malheureuse de rappeler l'absence de progrès sur les questions de mise en œuvre. À l'heure actuelle, les petites délégations n'étaient pas en mesure de suivre les négociations au sein de tous les organes de négociation, et la délégation du Kenya doutait qu'elles puissent participer aux débats sur le traitement spécial et différencié auprès de ces organes. Le Kenya persistait à croire que le mandat du CCD différait nettement de celui des organes de négociation car le CCD était censé examiner les dispositions existantes relatives au traitement spécial et différencié plutôt que d'étudier de nouveaux domaines pour ce traitement. La délégation kényenne étudierait néanmoins les implications de la proposition du Président. L'intervenante estimait toutefois que les Membres devraient pleinement participer à toute détermination des catégories de propositions. À cet égard, si l'approche proposée par le Président devait faire le consensus, toutes les propositions présentées par le Groupe africain devraient être considérées comme faisant partie de la catégorie I. Le Kenya était disposé à participer à l'achèvement des travaux sur les dispositions existantes relatives au traitement spécial et différencié afin de les renforcer et de les rendre plus favorables pour les pays en développement Membres.

11. Le Président a dit qu'il regrettait que le Kenya n'ait pas été en mesure d'assister à la réunion qu'il avait tenue la veille avec le Groupe africain, au cours de laquelle certaines préoccupations du Kenya avaient été débattues à fond. Manifestement, les catégories finales de propositions seraient déterminées par les Membres. Il proposait simplement à la considération des Membres une façon efficace de traiter ces questions dans trois catégories, ce dont il assumait la pleine responsabilité. Compte tenu de la modicité des résultats obtenus et des progrès accomplis à ce jour, cette approche permettrait aux Membres d'avancer. S'agissant des préoccupations du Kenya quant aux difficultés

qu'éprouvaient les petites délégations à assister à toutes les réunions, il avait l'intention d'écrire aux Présidents de tous les organes auxquels seraient renvoyées les questions de la catégorie II pour les inviter à annoncer à l'avance les dates auxquelles ces questions seraient examinées au sein de chacun de ces organes. Les Membres seraient donc informés du moment où seraient étudiées les questions relatives au traitement spécial et différencié afin de pouvoir se préparer pour ces réunions. S'agissant des éclaircissements demandés au sujet du mandat du Comité relatif au traitement spécial et différencié, il a rappelé qu'à la réunion du Conseil général de février, aucun accord n'était intervenu entre les Membres à ce sujet. Si les Membres avaient jugé indispensable d'apporter des éclaircissements au mandat pour progresser – ce qui, à son avis, n'aurait pas constitué un précédent idéal – ils auraient pris une décision dans ce sens. Toutefois, l'approche qu'il avait proposée permettrait de clarifier nettement les questions lorsqu'elles seraient examinées au cas par cas.

12. Le représentant de l'Inde a dit qu'au vu des problèmes éprouvés par les petites délégations et compte tenu de l'expérience de sa délégation lorsque les questions de mise en œuvre étaient renvoyées à divers organes, il serait nécessaire d'observer attentivement les travaux réalisés par les organes auxquels seraient renvoyées les questions de la catégorie II. Il a pris note de l'intention du Président de suivre de très près les progrès accomplis sur ces questions. Sa délégation estimait qu'il serait utile d'avoir un calendrier des dates auxquelles ces questions seraient discutées d'ici à Cancún, afin que les Membres puissent prendre les dispositions voulues pour assister à ces réunions.

13. Le Président a assuré l'Inde qu'il ferait de son mieux pour suivre ces grandes lignes.

14. Le représentant du Botswana souhaitait soulever deux points. Premièrement, s'agissant des questions de la catégorie II, les Membres devraient éviter de perdre de vue ces questions en les renvoyant aux organes de négociation compétents. À cet égard, sa délégation prenait note de l'intention du Président de surveiller ces questions de très près. L'intervenant appuyait la proposition indienne tendant à fixer un délai dans lequel ces questions devraient être résolues, ce qui éviterait de laisser les organes de négociation travailler sans aucune indication du rythme auquel ils étaient censés négocier. Deuxièmement, il souhaiterait obtenir un éclaircissement quant au rôle que joue le Président pour tenter de faire avancer cette question, Le Conseil général allait-il se substituer au CCD en session extraordinaire? Le représentant du Botswana a rappelé que la Déclaration de Doha confiait au CCD un mandat spécifique et que le Conseil général ne devait pas usurper complètement le rôle du CCD à cet égard. Il était entendu, selon lui, que le Conseil général avait un rôle de supervision générale du processus de négociation et il n'avait jamais été proposé qu'il joue un rôle de fond dans ce processus. Sa délégation souhaitait savoir si, à un moment donné, ces travaux seraient à nouveau dévolus au CCD en session extraordinaire.

15. Le Président a dit que le CCD reprendrait en temps voulu ses travaux en session extraordinaire. Le processus qu'il proposait concernait uniquement les propositions axées sur des accords particuliers. De plus, le mandat du CCD en session extraordinaire portait aussi sur d'autres questions qui seraient examinées après que le Conseil général aurait achevé ses travaux.

16. Le représentant de la Zambie a dit que les PMA étaient parmi les principaux défenseurs des propositions concernant le traitement spécial et différencié. Le Président avait tenu des consultations avant de faire distribuer son document JOB(03)/68. Il avait aussi tenu des consultations avec le Groupe africain sur ce texte après sa distribution. Dans ce contexte, l'intervenant proposait que le Président tienne aussi des consultations avec les PMA afin de recueillir leurs points de vue sur ce texte avant d'aller plus avant. La délégation zambienne encourageait le Président à poursuivre ses consultations après la réunion en cours et elle coopérerait avec lui à cet égard afin que les Membres puissent prendre une décision quant à la façon de poursuivre dès que possible l'étude des questions relatives au traitement spécial et différencié.

17. Le Président a dit qu'il tiendrait des consultations avec tous les Membres. Il a ajouté que l'entretien qu'il avait eu la veille sur ce texte avec le Groupe africain s'était tenu en réponse à l'invitation de ce Groupe.

18. Le représentant du Maroc a remercié le Président de son initiative concernant les dispositions relatives au traitement spécial et différencié, qui étaient restées en suspens pendant un certain temps. Il s'est félicité de cette initiative innovatrice et louable. Il a aussi remercié le Président de ses consultations passées et futures. L'approche proposée avait reçu un appui général à la consultation de la veille avec le Groupe africain. Des préoccupations avaient aussi été exprimées au sujet de la catégorie II. La principale de ces préoccupations était liée au fait que les pays africains avaient souvent de petites délégations qui ne seraient pas en mesure d'assister à toutes les réunions prévues. Il espérait que les préoccupations exprimées à cette consultation et à la réunion en cours seraient traitées dans un très proche avenir.

19. Le représentant du Bangladesh, s'exprimant au nom des PMA, a dit que les pays les moins avancés appuieraient pleinement ce processus et collaboreraient de leur mieux avec le Président. Ils avaient écouté la déclaration du Président quant à la nécessité d'être attentifs aux besoins des petites délégations et ils estimaient qu'il s'agissait d'une déclaration importante démontrant qu'il cherchait sérieusement à faire participer les PMA au processus. Comme les orateurs précédents, les PMA souhaitaient que soit fixé un délai précis pour le traitement de ces questions. S'agissant des questions de la catégorie II, il était très important de ne pas les perdre de vue dans le cadre de l'OMC car il était souvent très difficile aux PMA de ramener ces questions au centre des négociations. Enfin, les PMA avaient constaté qu'à de nombreuses occasions, les textes figurant dans le projet du Président n'étaient pas ceux que les PMA avaient proposés ou acceptés, en particulier dans les domaines qui les intéressaient. Il était donc très important que les préoccupations des PMA soient prises en compte. Il serait nécessaire de revoir certains de ces textes et de les négocier attentivement avec les PMA dans le cadre des prochaines consultations du Président.

20. Le Conseil général a pris note du rapport du Président et des déclarations, ainsi du fait que le Président présenterait un nouveau rapport de situation au Conseil général à sa prochaine réunion.

### **3. Comité du budget, des finances et de l'administration**

a) Rapport du Comité sur ses réunions d'octobre, de novembre et de décembre 2002 (WT/BFA/63)

21. Le Président a appelé l'attention sur le Rapport du Comité du budget, des finances et de l'administration sur ses réunions d'octobre, de novembre et de décembre 2002, figurant dans le document WT/BFA/63.

22. M. Law (Hong Kong, Chine), Président du Comité du budget, des finances et de l'administration, a signalé que le rapport figurant dans le document WT/BFA/63 rendait compte des réunions des 2, 18 et 30 octobre, des 11, 20, 22 et 28 novembre et des 3 et 6 décembre 2002. Ce rapport devait être lu conjointement avec le document WT/BFA/62 qui contenait les recommandations de ces réunions. Ces recommandations avaient été présentées au Conseil général qui les avait approuvées le 12 décembre 2002. À l'une de ces réunions, le Comité avait brièvement débattu, sur la base des documents établis par le Secrétariat, de la question de la gestion axée sur les résultats à l'OMC. Cette question serait débattue à nouveau courant 2003. S'agissant de la participation des PMA Membres et observateurs aux Conférences ministérielles, comme les années précédentes, un fonds avait été constitué pour faciliter la participation de ces Membres et observateurs à la prochaine Conférence ministérielle de Cancún. Le Président du Comité a appelé l'attention des Membres sur ce fonds et il a signalé que ceux-ci devraient envisager d'urgence de contribuer par leurs dons à la mobilisation du montant nécessaire de 1,3 million de francs suisses.

23. Le Conseil général a pris note de la déclaration et a adopté le rapport figurant dans le document WT/BFA/63.

b) Rapport du Président du Comité sur l'examen par ce dernier de méthodes pour les ajustements futurs de la rémunération (WT/BFA/64)

24. Le Président a rappelé qu'à sa réunion de décembre 2002, le Conseil général avait adopté les recommandations du Comité du budget figurant dans le document WT/BFA/62. S'agissant de l'ajustement des rémunérations pour le Secrétariat, le Comité avait recommandé une augmentation des traitements de 3 pour cent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003, une augmentation de 1 pour cent à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2003, et tout autre ajustement nécessaire à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2003 pour rétablir la parité avec les classes équivalentes du Système des Nations Unies. Il avait en outre recommandé que le Comité procède à un examen des méthodologies à suivre pour les ajustements futurs de la rémunération, qui devait être achevé pour le 31 mars 2003. Le Conseil général avait également pris note de la déclaration de son Président indiquant certains éléments pour orienter les travaux du Comité à cet égard, y compris le fait qu'il avait été demandé au Comité de présenter un rapport de situation sur cet examen au Conseil général à sa réunion de février. À la réunion de février, le Président du Comité avait présenté oralement au Conseil général un rapport de situation sur la question. Le Comité du budget s'étant réuni la veille dans l'après-midi, son rapport (document WT/BFA/64) n'avait donc été distribué que le matin même.

25. M. Law (Hong Kong, Chine), Président du Comité du budget, des finances et de l'administration, a dit que le rapport du Comité sur la méthode de fixation des traitements à l'OMC figurait dans le document WT/BFA/64. En application de la recommandation du Conseil général du 13 décembre 2002, le Comité du budget s'était réuni à de nombreuses reprises, à titre formel et informel, pour examiner cette question. Le Comité avait tenu compte de tous les éléments indiqués dans la déclaration faite par le Président du Conseil général le 13 décembre 2002. Au cours de ses délibérations, le Comité avait bénéficié de l'aide d'un consultant qui avait donné des avis ainsi que de nombreux renseignements techniques sur la question en tant que de besoin. Le Comité avait aussi bénéficié des services d'un personnel très efficace du Secrétariat qui lui avait apporté un appui précieux avec un professionnalisme et un dévouement remarquables. Le Président du Comité a rendu hommage à son prédécesseur, M. McMillan (Royaume-Uni), sous la direction duquel le processus avait été engagé dans la bonne voie et qui avait continué de jouer un rôle déterminant à ses côtés l'aidant, en tant qu'"ami du Président", à mener les délibérations à bonne fin.

26. Pendant tout le processus, le Comité avait examiné tous les facteurs pertinents et avait étudié un large éventail de données de manière sérieuse, objective et équilibrée. Les délégations avaient abordé cet exercice de façon équitable, raisonnable et raisonnée. Le Président du Comité avait eu l'occasion de tenir le Président du Conseil général et le Directeur général au courant des délibérations aux stades critiques du processus. Le Conseil du personnel avait été régulièrement invité à exposer ses vues et le Comité avait pris note de toutes ses observations. En outre, le Conseil du personnel avait été tenu au courant des délibérations du Comité. Son prédécesseur et lui-même, ainsi que certaines délégations, avaient aussi eu des contacts réguliers avec le personnel à ce sujet. Une vaste quantité d'informations et de nombreux documents avaient été échangés avec le personnel dès les premières étapes, au point qu'à plusieurs reprises le personnel avait pu prendre la parole au sujet de documents que même les Membres du Comité n'avaient pas encore eu l'occasion de voir ou de débattre. Pendant les délibérations, les Membres avaient souscrit à de nombreuses idées et propositions figurant dans le rapport d'origine élaboré en commun par les représentants du Secrétariat et par le personnel, en dépit des doutes que les Membres avaient exprimés en 2002 lors du premier examen du rapport. Le Comité s'était efforcé au maximum de prendre en compte les points de vue du Conseil du personnel. Il était regrettable que le Conseil du personnel ait décidé de lancer un mouvement d'action, surtout avant même que le Comité du budget n'ait pu finaliser ses recommandations.

27. Le rapport, qui se passait d'explication, témoignait du sérieux avec lequel le Comité avait traité de la question en examinant de façon approfondie: i) les diverses options; ii) le choix des organisations de référence; iii) la mesure des barèmes des traitements de référence; et iv) les dispositions pour les examens. Le Comité était parvenu aux recommandations figurant dans le document WT/BFA/64 de bonne foi et dans un esprit de consensus. La méthode proposée prévoyait une formule d'ajustement annuel des traitements fondée sur les barèmes des traitements de référence de l'ONU et des organisations coordonnées, tels qu'ils étaient appliqués, avec une pondération relative de 70 pour cent pour l'ONU et de 30 pour cent pour les organisations coordonnées. Le Comité était fermement convaincu que la méthode proposée constituait une formule juste et équitable tant pour les Membres que pour le personnel de l'OMC. Le Comité croyait, qu'une fois mise en œuvre, la méthode garantirait que les traitements de l'OMC seraient suffisamment compétitifs au niveau international pour attirer et retenir un personnel hautement qualifié et motivé. Le Président du Comité demandait donc au Conseil général d'adopter la décision sur la méthode de fixation des traitements, qui figurait au paragraphe 27 du document WT/BFA/64. Une fois qu'une décision aurait été prise, il serait vital de s'assurer que le personnel comprenait et appréciait pleinement les avantages de cette formule et de ce qu'elle signifiait pour lui. À cet égard, il avait déjà écrit au Président du Conseil du personnel en expliquant longuement les différents éléments de la formule et en répondant à certains malentendus et critiques de la part du personnel. De nombreuses délégations du Comité avaient aussi exprimé le vœu que le Directeur général et la direction générale redoublent d'efforts pour expliquer la formule au personnel afin d'obtenir son adhésion et de reprendre le travail normalement dès que possible. Enfin, le Président du Comité a remercié tous les Membres de l'entière coopération et du plein appui qu'ils lui avaient apportés pendant tout le processus. Les délégations avaient poussé leurs autorités dans leurs derniers retranchements, et parfois au-delà, à se joindre au consensus sur la formule proposée. Il a aussi remercié le Président et le Directeur général du soutien qu'ils lui avaient apporté aux étapes critiques de cet exercice.

28. Le Conseil général a pris note de la déclaration du Président du Comité, a approuvé les recommandations spécifiques proposées par le Comité du budget aux paragraphes 27 a) à g) de son rapport figurant dans le document WT/BFA/64 et a adopté le rapport.

29. Le Directeur général a remercié les Présidents du Conseil général et du Comité du budget des efforts qu'ils avaient déployés pour élaborer le compromis que les Membres venaient d'approuver. Il souhaitait également rendre hommage à leurs prédécesseurs respectifs, M. Marchi (Canada) et M. McMillan (Royaume-Uni), initiateurs et protagonistes du processus qui s'était conclu à la réunion en cours. Il a aussi reconnu qu'en ces temps d'austérité financière, les Membres avaient fait face à des décisions difficiles. De par ses propres contacts avec de nombreux Ministres, il savait combien le travail du Secrétariat était très apprécié, mais les contraintes budgétaires étaient bien réelles. Le compromis ne répondait pas à toutes les attentes du personnel, et il ne le considérait pas comme la solution idéale. Ce résultat devrait cependant amener une amélioration des conditions de service par rapport à la situation de décembre 2002. De nombreux Membres avaient fait des concessions et pris des engagements qu'ils n'avaient pas prévus au début du processus. Il fallait reconnaître la flexibilité et la compréhension dont ils avaient fait preuve. Le moment était venu pour tous, Membres de l'OMC et membres du personnel, de concentrer leurs énergies en cette année cruciale sur le devenir de l'organisation et du système commercial multilatéral. Le succès du Programme de Doha pour le développement et de la Conférence ministérielle de Cancún était sans aucun doute tributaire de l'engagement intégral de tous et le Directeur général était certain que les Membres pourraient compter sur la coopération de tous à la réalisation des résultats qui étaient si nécessaires pour promouvoir la croissance et le développement économiques de tous les peuples.

30. Le représentant du Chili a exprimé la reconnaissance de sa délégation envers le Président du Comité du budget et envers tous ceux qui avaient participé aux travaux concernant cette question. Le résultat de ces travaux, difficiles et intenses, ne satisfaisait peut-être pas intégralement les aspirations du personnel. Mais les gouvernements ne pouvaient consentir à plus. De nombreux délégués avaient



aussi dû accepter des sacrifices quand leur rémunération, qui était fixée en dollars, s'était contractée du fait des fluctuations de change. Il souhaitait déclarer de façon sérieuse et responsable que le personnel avait fait preuve d'une attitude et d'un comportement contraire à sa propre cause. Le personnel avait manifesté une absence de respect et avait manqué à ses obligations en laissant les salles de réunion sans microphones, et donc sans liaison avec les interprètes. Il fallait redresser la situation par des mesures disciplinaires appropriées. Enfin, l'intervenant a proposé qu'à l'avenir, par souci de transparence et pour la fluidité de l'information, les représentants du personnel soient admis à participer régulièrement aux travaux du Comité du budget.

31. La représentante de Cuba a demandé un éclaircissement concernant la recommandation figurant au paragraphe 27 a) du rapport sur la méthode de fixation des traitements de l'OMC, qu'elle venait à peine de recevoir, et seulement en anglais. Dans ce rapport, la pondération des barèmes des traitements de référence employés dans la méthode de fixation des traitements de l'OMC était de 70 pour cent pour l'ONU et de 30 pour cent pour les organisations coordonnées. À l'écoute de l'interprétation en espagnol de la déclaration qu'avait prononcée plus tôt le Président du Comité du budget, elle avait compris que ces coefficients seraient respectivement de 80 pour cent et 20 pour cent.

32. Le Président a confirmé que les coefficients de pondération des barèmes des traitements de référence employés dans la méthode de fixation des traitements de l'OMC étaient 70 pour cent pour l'ONU et 30 pour cent pour les organisations coordonnées.

33. Le Conseil général a pris note des déclarations.

#### **4. Rapport du Président du Comité des négociations commerciales**

34. Le Président a rappelé qu'à sa première réunion le 28 janvier et le 1<sup>er</sup> février 2002, le Comité des négociations commerciales était convenu qu'il ferait rapport à chaque réunion ordinaire du Conseil général.

35. Le Directeur général, Président du Comité des négociations commerciales, a dit que le CNC avait tenu sa neuvième réunion le 9 mai avec deux points à son ordre du jour. Le premier point concernait les rapports des Présidents des organes établis par le CNC. Trois de ces organes avaient distribué des rapports sur l'état d'avancement des travaux dans leurs domaines respectifs. D'autres Présidents avaient aussi pris la parole pour tenir les participants au courant des faits nouveaux récemment intervenus dans leur groupe. Il estimait que les rapports des Présidents avaient clairement illustré les efforts énormes et le grand dévouement avec lesquels ils accomplissaient les travaux découlant de leurs mandats respectifs. Toutefois, tant les rapports écrits que les mises à jour orales présentés par les Présidents signalaient avec force qu'une concentration des énergies politiques était désormais nécessaire pour faire avancer le processus. Il espérait que cela serait bientôt le cas. Il avait récemment été encouragé d'entendre les Ministres réaffirmer leur engagement à conclure avec succès le cycle de négociations dans les délais prévus. Cette résolution devrait cependant se traduire par des progrès concrets à Genève pendant le peu de temps disponible avant la réunion de Cancún. Bien que nul ne puisse prétendre que les contretemps dont le processus avait souffert jusque-là n'avaient eu aucun coût, le Directeur général pensait qu'ils avaient été assumés de façon responsable. Mais il ne suffisait pas d'éviter le pire pour progresser, et le problème des liens négatifs restait très présent à l'esprit des Membres. Le maintien de ce blocage sur le chemin de Cancún ne profiterait à personne et serait très grave pour le cycle de négociations dans son ensemble. Les négociations sur le règlement des différends et celles sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles se rapprochaient rapidement de deux importantes dates butoirs à la fin du mois de mai. À la réunion du CNC en mai, le Directeur général avait vivement engagé les participants à faire preuve d'une ferme résolution à l'approche de ces dates afin de donner aux Présidents une marge de manœuvre suffisante pour se conformer à leurs mandats respectifs.

36. Il restait en tout une douzaine de questions, dont certaines se situaient en dehors des négociations proprement dites, qui exigeaient, aux termes des mandats convenus à Doha, l'adoption de mesures avant ou pendant la Conférence de Cancún. Ces mesures présentaient cependant toutes des points communs et les Membres devaient avant tout concentrer leurs travaux sur les mesures qui devaient être prises à Cancún afin de maximiser leurs chances de succès par la suite. Les travaux manifestement prioritaires pour l'avenir immédiat devaient consister à ramener cette tâche onéreuse à des proportions plus raisonnables en concluant des accords sur le plus grand nombre possible de questions avant la Conférence ministérielle. Les questions qui resteraient en suspens devaient être présentées en termes clairs et opérationnels. Le Directeur général avait souligné qu'il était résolu à faciliter les progrès dans tous les domaines des travaux du CNC. Les avantages que le cycle en cours pouvait apporter à tous les participants présentaient une telle importance que l'on ne pouvait tolérer que telle ou telle question fasse obstacle au progrès par ailleurs. Il avait invité tous les participants à garder cela à l'esprit au cours des semaines à venir.

37. Dans le cadre de l'examen du deuxième point de son ordre du jour, le CNC avait entendu les déclarations d'une trentaine de délégations. Ces interventions, qui contenaient en général d'utiles observations concernant les rapports écrits et oraux des Présidents des organes établis par le CNC, avaient souligné la nécessité urgente d'intensifier des débats de fond préparatoires à la Conférence de Cancún. Les échanges de vues de la réunion du CNC en mai avaient sans doute été plus instructifs et interactifs que jamais auparavant. Le Directeur général a remercié les délégations de leurs contributions et de leur approche positive des débats. Il serait prématuré d'identifier une convergence de fond sur la plupart des questions, mais il distinguait des signes encourageants indiquant que les délégations étaient résolues à créer le climat de négociation optimal pour accomplir de réels progrès. Il espérait que les Membres seraient en mesure de faire fond sur cet acquis au cours des prochaines réunions du CNC et des négociations connexes. Enfin, résolu à poursuivre les consultations sur les questions de mise en œuvre conformément au paragraphe 12 b) de la Déclaration de Doha, il avait tenu la veille une réunion à participation non limitée en vue d'avancer sur cette importante question. Il en assurerait le suivi en tant que de besoin. À la fin de la réunion de mai du CNC, il avait aussi annoncé que le Comité des négociations commerciales tiendrait sa prochaine réunion le 10 juin.

38. La représentante de Cuba a remercié le Directeur général de son rapport sur les résultats des travaux réalisés depuis la réunion du CNC en février. Elle a appelé l'attention sur le fait que le processus de réunions multiples, informelles ou formelles, avait désormais commencé. Elle souhaitait réitérer une proposition qu'elle avait formulée pendant une réunion informelle des chefs de délégation sur le processus de préparation de Cancún. Cuba estimait qu'il fallait établir un calendrier indiquant à quelle date et dans quels organes seraient traitées les différentes questions, afin que les petites délégations puissent participer aux réunions présentant pour elles un intérêt particulier. Cela devrait être le cas non seulement pour le processus au sein des organes de négociation mais aussi pour les consultations concernant le traitement spécial et différencié ainsi que les questions de mise en œuvre. Cuba demandait la coopération des Membres afin que tous les Membres puissent participer aux réunions qui présentent pour eux un intérêt particulier.

39. Le Président a dit qu'il serait tenu compte des besoins particuliers des petites délégations afin qu'elles soient en mesure d'assister aux réunions qui présentaient pour elles un intérêt particulier.

40. Le Conseil général a pris note du rapport du Président du Comité des négociations commerciales, ainsi que des déclarations.

## **5. Programme de travail sur les petites économies – Rapport du Président des sessions spécifiques du Comité du commerce et du développement**

41. Le Président a rappelé qu'à sa réunion de février et mars 2002, le Conseil général avait pris note d'un cadre et de procédures pour la conduite du Programme de travail sur les petites économies,

en vertu desquels ce programme de travail serait un point permanent à l'ordre du jour du Conseil général. Le cadre et les procédures prévoyaient également que le Comité du commerce et du développement ferait régulièrement rapport au Conseil général de l'avancement des travaux dans ses sessions spécifiques sur cette question.

42. M. Ali (Bangladesh), Président des sessions spécifiques du Comité du commerce et du développement, a dit que le CCD avait tenu une session spécifique depuis la réunion du Conseil général de février. Cette réunion, tenue le 10 mars, s'était révélée constructive. Les délégations avaient commencé à se concentrer sur la Conférence ministérielle de Cancún. Certaines petites économies avaient présenté une nouvelle communication (WT/COMTD/SE/W/8) proposant de demander au Conseil général d'utiliser les propositions figurant dans le document WT/COMTD/SE/W/3 comme base pour faire des recommandations à la Conférence ministérielle. Les Membres avaient paru convaincus de la nécessité d'axer leurs travaux sur la nature et le contenu du rapport à faire au Conseil général, bien que certains aient signalé qu'il risquait d'être difficile de se mettre d'accord sur toutes les propositions. Les Membres avaient estimé que le stade de l'identification des questions liées au commerce concernant les petites économies s'était achevé. Il n'était cependant pas évident que le stade de l'élaboration des réponses soit achevé. Il avait été convenu qu'afin de préparer le rapport au Conseil général, il fallait examiner plus à fond les questions relatives aux petites économies, comme énoncé au paragraphe 35 de la Déclaration de Doha. Au besoin, l'aide nécessaire pourrait être obtenue auprès des instances compétentes. Les propositions présentées par le groupe des petites économies et les documents du Secrétariat constituaient une bonne base pour la suite des délibérations. Le Président des sessions spécifiques avait reçu la veille une lettre présentant les vues du groupe des petites économies sur le rapport au Conseil général ainsi que sur l'état des discussions. À la session spécifique de mars, il avait recommandé que, dans l'intervalle avant la prochaine session spécifique, les délégations intéressées se concertent pour élucider les problèmes. Pour ce faire, elles pourraient faire appel aux services du Président ou du Secrétariat si elles le jugeaient nécessaire. Il y avait eu des consultations entre délégations intéressées. Il avait constaté que cette approche basée sur des contacts informels se révélait fructueuse et il espérait que les sessions spécifiques du CCD pourraient faire fond sur ces consultations lors de la rédaction du rapport à la Conférence de Cancún. À la session spécifique de mars, les Membres avaient aussi pris note du document WT/COMTD/SE/W/7 contenant les réponses de certaines petites économies à un questionnaire des États-Unis concernant le document WT/COMTD/SE/W/3. Il avait été prévu provisoirement que la session spécifique suivante se tiendrait le 17 juillet au cours de la "Semaine de Genève", pour faciliter la participation des Membres et des observateurs n'ayant pas de représentation sur place. Comme indiqué à la session spécifique de mars, lui-même rendrait compte au Président entrant du CCD des travaux accomplis jusque-là par les Membres au cours des sessions spécifiques.

43. Le représentant des États-Unis a remercié le Président des sessions spécifiques du CCD de son rapport détaillé. Les États-Unis se félicitaient que les travaux et les consultations sur cette question aient continué depuis la réunion de février du Conseil général, ainsi que l'esprit positif dans lequel ces débats avaient été menés. Ils reconnaissaient qu'il s'agissait là d'une importante série de questions intéressant les partenaires commerciaux et que celles-ci étaient liées à d'autres travaux relatifs au développement qui étaient en cours dans le cadre des négociations, ainsi que l'examen des dispositions relatives au traitement spécial et différencié. La délégation des États-Unis attendait avec intérêt de poursuivre les travaux, notamment de déterminer la façon de faire avancer les travaux concernant certaines questions pratiques permettant de régler les problèmes qu'éprouvaient les petites économies, comme prescrit par le mandat de Doha.

44. Le représentant de Maurice, signalant que sa délégation appuyait le rapport du Président des sessions spécifiques du CCD, a remercié les États-Unis de leur déclaration. Maurice attendait avec intérêt de poursuivre les consultations dans le même esprit de coopération et d'entente.

45. Le Conseil général a pris note du rapport du Président des sessions spécifiques du Comité du commerce et du développement, ainsi que des déclarations.

**6. Système de certification du processus de Kimberley pour les diamants bruts – Demande de dérogation de l'Australie, du Brésil, du Canada, de la Corée, des Émirats arabes unis, des États-Unis, d'Israël, du Japon, des Philippines, de la Sierra Leone et de la Thaïlande (G/C/W/431 et Corr.1 et 2, G/C/W/432/Rev.1)**

46. Le Président a appelé l'attention sur la demande de dérogation de l'Australie, du Brésil, du Canada, de la Corée, des Émirats arabes unis, des États-Unis, d'Israël, du Japon, des Philippines, de la Sierra Leone et de la Thaïlande figurant dans les documents G/C/W/431 et Corr.1 et 2, et sur le projet de décision distribué sous la cote G/C/W/432/Rev.1.

47. M. Hovorka (République tchèque), Président du Conseil du commerce des marchandises, a signalé qu'à la reprise de sa réunion le 26 février 2003, le CCM avait approuvé la demande de dérogation figurant dans les documents G/C/W/431 et G/C/W/431/Corr.1 et 2, et avait recommandé que le projet de décision reproduit dans le document G/C/W/432/Rev.1 soit transmis au Conseil général pour adoption.

48. Le représentant de la Pologne a demandé que soit consigné au compte rendu que la Pologne avait engagé une procédure en vue de sa participation au Système de certification du processus de Kimberley et qu'elle prévoyait donc de notifier son intention, en application du paragraphe 3 du projet de décision, d'être couverte par la dérogation, si le projet était adopté.

49. Le Président a appelé l'attention sur le paragraphe 3 du projet de décision figurant dans le document G/C/W/432/Rev.1, qui disposait comme suit: "La présente dérogation s'applique également aux mesures mettant en œuvre le système de certification du processus de Kimberley et prises par tout Membre dont le nom ne figure pas dans l'annexe de la présente décision, qui souhaite être couvert par la présente dérogation et qui le notifie au Conseil du commerce des marchandises". À cet égard, il a fait observer qu'en conformité avec les dispositions de ce paragraphe, les Communautés européennes, la Suisse et la République tchèque avaient récemment notifié au CCM leur désir d'être couvertes par la décision de dérogation. Ces communications avaient été distribuées sous les cotes G/C/25, 26 et 27 respectivement. En conséquence, les Communautés européennes, la Suisse et la République tchèque seraient couvertes par les dispositions de la dérogation lorsque la décision aurait été adoptée. Il allait sans dire que tout autre Membre de l'OMC dont le nom ne figurait pas actuellement dans l'annexe et qui souhaitait être couvert par la dérogation pouvait de même le notifier au CCM en temps opportun conformément au paragraphe 3 du projet de décision.

50. Le Conseil général a pris note du rapport du Président du Conseil du commerce des marchandises, ainsi que des déclarations et, conformément aux Procédures de prise de décisions aux termes des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC approuvées en novembre 1995 (WT/L/93), a adopté le projet de décision figurant dans le document G/C/W/432/Rev.1.<sup>1</sup>

51. Le représentant du Canada a dit que sa délégation se réjouissait que les Membres aient adopté cette décision à la réunion en cours. Au nom des auteurs de la décision, il a remercié les Membres d'avoir appuyé leurs efforts visant à établir la certitude juridique des mesures mettant en œuvre le Système de certification du processus de Kimberley. Pour le Canada, cette dérogation touchait à deux piliers de sa politique extérieure: premièrement, sa préoccupation constante pour les questions internationales de sécurité humaine; et, deuxièmement, l'importance que le Canada attachait au système commercial multilatéral et à l'OMC en particulier. Le commerce des diamants de la guerre était un motif de graves préoccupations internationales car il pouvait alimenter directement les

---

<sup>1</sup> La décision a été distribuée ultérieurement sous la cote WT/L/518.

conflits armés et les activités des mouvements insurrectionnels visant à ébranler ou à renverser les gouvernements légitimes, ainsi que le trafic illicite et la prolifération des armements. Le Système de certification visait à empêcher l'entrée des diamants de la guerre dans le commerce légitime des diamants, qui jouait un rôle important dans l'économie d'un grand nombre de pays, notamment de pays en développement. Le Canada prenait très au sérieux ses obligations concernant le commerce des diamants de la guerre ainsi que ses obligations en matière de commerce international, et cette dérogation reflétait les engagements du Canada dans ces deux domaines. Un grand nombre de Membres appliquaient le système de certification sur leur marché intérieur. La mesure de dérogation apportait, de façon ouverte et transparente, la certitude juridique que les mesures nationales nécessaires à l'application du Système de certification étaient conformes aux obligations en matière de commerce international. Enfin le Canada invitait les autres Membres appliquant le Système de certification à notifier leurs mesures au CCM afin d'être couverts par la dérogation. Le Canada se félicitait que les Communautés européennes, la Suisse et la République tchèque aient aussi choisi de suivre cette voie.

52. Le représentant du Taipei chinois a remercié les onze Membres intéressés des efforts qu'ils avaient réalisés pour formuler la demande de dérogation. Le Taipei chinois se réjouissait que la décision d'accorder cette dérogation ait été adoptée à la réunion en cours. Sa délégation, qui attachait une grande importance à la déclaration du Canada, souhaitait informer les Membres que son gouvernement avait pris des mesures pour mettre en œuvre le Système de certification du processus de Kimberley à partir du 10 mai. Le Taipei chinois notifierait donc au CCM au cours de la semaine, conformément au paragraphe 3 de la décision, son désir d'être couvert par la dérogation.

53. Le représentant des États-Unis a dit que son pays, l'un des nombreux Membres qui avait demandé la dérogation, se réjouissait que les Membres l'aient adoptée. Le Système de certification du processus de Kimberley était un élément crucial des efforts internationaux visant à combattre le commerce des diamants qui alimentait les conflits en Afrique, tout en protégeant le commerce légitime des diamants. La mise au point finale du système de certification était un succès majeur. Les participants avaient reconnu, dans la Déclaration ministérielle qui était à l'origine du Système de certification, la nécessité d'assurer que celui-ci serait mis en œuvre d'une façon conforme à l'OMC. C'est pour cela que les États-Unis avaient adhéré à la demande de dérogation. Avec l'adoption de la dérogation les États-Unis seraient en mesure et avaient l'intention d'appliquer pleinement le Système de certification.

54. Le Conseil général a pris note des déclarations.

**7. Décision ministérielle de Marrakech sur les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires – Suite donnée au rapport du Groupe interinstitutions sur les difficultés à court terme à financer des niveaux normaux d'importations commerciales de produits alimentaires de base – rapport du Président du Comité de l'agriculture**

55. Le Président a rappelé qu'au cours de sa réunion d'octobre 2002, le Conseil général avait pris note du rapport du Groupe interinstitutions sur les difficultés à court terme à financer des niveaux normaux d'importations commerciales de produits alimentaires de base et approuvé les recommandations figurant au paragraphe 168 du rapport. En ce qui concernait la recommandation figurant à l'alinéa 168 b), le Conseil général avait pris note que la question de faisabilité d'un mécanisme de financement *ex ante* serait examinée par le Comité de l'agriculture, étant entendu qu'une proposition concernant l'établissement d'un tel mécanisme serait présentée par les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires Membres de l'OMC et qu'un rapport complémentaire sur l'examen de la proposition serait présenté au Conseil général après la réunion ordinaire du Comité en novembre. À sa réunion de décembre 2002, le Conseil général avait examiné un rapport du Président du Comité de l'agriculture et l'avait autorisé à poursuivre ses consultations en

vue de préparer une décision sur le mécanisme de financement *ex ante* proposé que le Comité adopterait à sa réunion ordinaire de mars 2003, et à en communiquer ensuite les résultats au Conseil général dans les plus brefs délais.

56. M. Maghawry Diab (Égypte), s'exprimant au nom du Président du Comité de l'agriculture, a signalé qu'une proposition de création d'un mécanisme de financement *ex ante* avait été soumise le 28 octobre 2002 par le Bangladesh, Cuba, l'Égypte, la Jordanie, le Kenya et Sri Lanka au nom des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (PDINPA) et des pays les moins avancés (G/AG/W/58 et Corr.1). Le Président du Comité avait depuis organisé une série de consultations informelles afin d'examiner la proposition, au cours desquelles les PDINPA auteurs de la proposition avaient donné des réponses écrites aux 21 questions posées par les pays donateurs. La proposition avait aussi été débattue à la réunion du Comité de l'agriculture en novembre 2002.

57. Les consultations avaient certes été utiles pour étudier et préciser certains détails techniques du mécanisme de financement *ex ante* proposé, mais elles avaient aussi permis de mettre au jour les grandes divergences d'opinion qui subsistaient entre les Membres donateurs et les auteurs de la proposition. En particulier, les pays donateurs n'étaient pas convaincus que l'idée de financement *ex ante* par un fonds autorenewable soit une solution réaliste pour répondre aux besoins futurs de financement à court terme des PMA et des PDINPA. Pour leur part, ces pays avaient laissé entendre qu'ils étaient prêts à envisager d'autres solutions que le fonds autorenewable. Les PDINPA, quant à eux, se sont dits frustrés par le rythme et la direction des consultations. À l'issue des consultations informelles, il était clair que les pays donateurs n'étaient pas favorables à la création d'un mécanisme de financement *ex ante*. Cela étant, à la réunion de mars du Comité de l'agriculture, le Président du Comité avait proposé d'envisager de poursuivre et d'élargir la recherche de solutions dans le cadre de la décision de Marrakech en s'appuyant sur les travaux déjà réalisés à cet égard, car il estimait que ce processus pourrait permettre aux Membres de trouver de nouvelles voies qu'il pourrait être intéressant d'explorer.

58. Spécifiquement, le Président avait proposé et le Comité était convenu d'organiser une table ronde chargée: i) d'étudier, dans le contexte de la décision de Marrakech, la nécessité de mettre en place un filet de sécurité pour aider les PMA et les PDINPA pendant le processus de réforme devant aboutir à une libéralisation accrue du commerce des produits agricoles, y compris en examinant des critères objectifs pour déterminer l'existence d'un besoin et des mécanismes de déclenchement; et ii) à la lumière du point i) ci-dessus, de trouver des mécanismes appropriés dans le cadre de la Décision de Marrakech en tenant compte de leur faisabilité d'un point de vue technique et de leurs incidences financières et institutionnelles sur les donateurs et les bénéficiaires potentiels. Les organisations suivantes avaient été invitées à désigner des experts pour participer à la table ronde: FAO, Fonds international de développement agricole (FIDA), Conseil international des céréales, FMI, CNUCED, PAM et Banque mondiale. Les Membres avaient aussi été invités à participer à la table ronde, prévue pour le 19 mai 2003. Le Président du Comité avait annoncé son intention de tenir de nouvelles consultations informelles après la table ronde, afin d'envisager avec les Membres intéressés les mesures appropriées qui pourraient ensuite être prises.

59. Les représentants de Cuba, du Kenya, de Djibouti, du Maroc et de la Tunisie ont remercié le Président du Comité de l'agriculture de son rapport de situation sur la mise en œuvre de la Décision de Marrakech sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les PMA et les PDINPA.

60. La représentante de Cuba a dit que sa délégation souhaitait souligner l'intérêt qu'elle portait à cette question qui, comme il ressortait du rapport du Président du Comité, était en suspens depuis longtemps et restait sans solution. La solution consistant à créer un mécanisme de financement *ex ante* était d'une importance vitale pour les PMA importateurs nets de produits alimentaires. La délégation cubaine attachait une grande importance à la table ronde qui devait se tenir la semaine

suivante avec la participation de différents organismes internationaux. Elle engageait les donateurs potentiels à faire leurs contributions afin de parvenir à une solution satisfaisante sur la Décision ministérielle.

61. Le représentant du Kenya a dit que son pays était déçu de constater qu'en dépit des effets négatifs de la libéralisation sur les PDINPA, comme les Ministres l'avaient signalé à Marrakech, aucune assistance n'avait encore été fournie pour financer des niveaux normaux d'importations de produits alimentaires. Cette question restait en suspens depuis longtemps et le Kenya félicitait le Président du Comité des efforts qu'il avait déployés pour engager le débat sur cette question dans le cadre de la table ronde. On espérait que les donateurs feraient preuve de flexibilité et d'une volonté décisive à l'appui des recommandations issues des débats de la table ronde.

62. Le représentant de Djibouti a dit qu'il s'agissait d'une question brûlante dont dépendait la vie de millions de personnes. Cette question, qui était en suspens depuis longtemps, était importante pour nombre de Membres. Comme Cuba et comme le Kenya, sa délégation estimait que le Conseil général devrait rechercher un moyen de répondre aux demandes des PMA et des pays en développement.

63. Le représentant du Maroc a dit que son pays, comme d'autres délégations, était déçu qu'aucune solution n'ait été trouvée à cet important problème qui était au nombre des questions liées à la mise en œuvre. La solution de cette question amortirait nettement les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les économies des PDINPA et des PMA; comme l'avait signalé Cuba, ces pays souhaitaient que les donateurs participent à la table ronde du 19 mai animés de la meilleure volonté possible afin de trouver dès que possible une solution à cette question.

64. Le représentant de la Tunisie a dit que sa délégation voulait souligner l'importance que présentait la solution de cette question pour la Tunisie comme pour les autres PDINPA et PMA. La Tunisie espérait que les pays donateurs sauraient faire preuve de flexibilité afin de parvenir à une solution sur cette question.

65. Le Conseil général a pris note du rapport présenté par M. Maghawry Diab au nom du Président du Comité de l'agriculture, ainsi que des déclarations, et a invité le Président du Comité à tenir le Conseil général au courant de l'avancement de la question à la suite de la réunion du Comité en juin.

**8. Examen des progrès accomplis en ce qui concerne les questions de mise en œuvre soumises aux organes de l'OMC au titre de la décision du 14 novembre 2001 sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre – Communication de l'Inde (WT/GC/W/494)**

et

**9. Examen des progrès accomplis en ce qui concerne les questions liées au développement figurant dans le Programme de travail de Doha – Communication de la Tanzanie au nom du Groupe informel des pays en développement (WT/GC/W/495)**

66. Le Président a proposé pour rationaliser le débat que les délégations traitent ensemble les points 8 et 9 de l'ordre du jour dans leurs déclarations. Il a ensuite appelé l'attention sur les communications présentées par l'Inde (document WT/GC/W/494) et par la Tanzanie au nom du Groupe informel des pays en développement (document WT/GC/W/495).

67. Le représentant de l'Inde a rappelé que, depuis mai 2000, les divers organes de l'OMC traitaient des questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, qui avaient été soulevées dans les propositions des pays en développement concernant les accords du Cycle d'Uruguay. Suite aux

intenses débats tenus avant la Conférence ministérielle de Doha, les Ministres avaient adopté à Doha la Décision sur les questions et les préoccupations liées à la mise en œuvre (document WT/MIN(01)/17). En prenant cette décision, les Ministres avaient réaffirmé qu'ils attachaient la plus haute importance aux questions et préoccupations soulevées par les Membres au sujet de la mise en œuvre, et ils s'étaient déclarés résolus à prendre des mesures concrètes pour y trouver des solutions appropriées. Ils étaient convenus que les négociations sur les questions liées à la mise en œuvre devaient être partie intégrante du Programme de travail de Doha. En application de cette décision, les questions visées au paragraphe 12 a) de la Déclaration ministérielle de Doha étaient traitées dans des groupes de négociation différents. Les questions visées au paragraphe 12 b) de la Déclaration avaient été traitées au sein des organes de l'OMC jusqu'à décembre 2002 et relevaient désormais du Comité des négociations commerciales (CNC). Le Président du CNC tenait des consultations sur ces questions. L'Inde, qui avait participé la veille à une de ces réunions, attendait avec intérêt des progrès constructifs sur toutes ces questions à l'avenir, conformément au programme proposé la veille par le Président du CNC et par le Directeur général.

68. Dans le cadre de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre (la "Décision de Doha"), les organes de l'OMC avaient été invités à poursuivre des travaux complémentaires sur certaines questions et de faire des recommandations au Conseil général dans des délais précis. Pour certaines questions, l'organe responsable devait prendre lui-même une décision. Les Présidents des différents organes de l'OMC traitant de ces questions avaient présenté leur rapport à la réunion du Conseil général de décembre 2002. La délégation indienne remerciait les Présidents des travaux très utiles qui avaient été accomplis sous leur direction par les différents organes. Il ressortait nettement du rapport que certaines de ces questions avaient déjà fait l'objet d'une décision au sein des organes respectifs. Les questions suivantes tombaient dans cette catégorie: i) les recommandations concernant les examens annuels au titre de l'article 18.6 de l'Accord antidumping, mentionnées au paragraphe 7.4 de la Décision de Doha; ii) la recommandation concernant le délai à utiliser pour déterminer le volume d'importations considéré comme négligeable au sens de l'article 5.8 de l'Accord antidumping, dont il était question au paragraphe 7.3 de la Décision de Doha; iii) la méthode appropriée pour calculer le PIB par habitant en dollars constants aux fins de l'annexe VII de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, mentionnée au paragraphe 10.1 de la Décision de Doha; et iv) la mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC, à laquelle se référait le paragraphe 11.2 de la Décision de Doha.

69. S'agissant de la question du programme visant à favoriser la mise en œuvre de l'article 4 de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS), dont il était question au paragraphe 3.3 de la Décision de Doha, le Comité SPS réalisait de fructueux travaux et reprendrait l'examen de la question en juillet 2003. L'Inde attendait avec intérêt un engagement constructif de la part de tous les Membres en vue de trouver une solution appropriée à cette question. Bien que les organes compétents de l'OMC n'aient épargné aucun effort, les questions ci-après n'avaient pu être résolues: i) le sens à donner à l'expression "intérêt substantiel" au paragraphe 2 d) de l'article XIII du GATT de 1994, mentionné au paragraphe 1.2 de la Décision de Doha; ii) l'échange de renseignements sur les valeurs à l'exportation aux fins de la détermination de l'exactitude de la valeur déclarée, au titre de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994, auquel se référait le paragraphe 8.3 de la Décision de Doha; iii) l'examen des dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires concernant les enquêtes en matière de droits compensateurs, mentionné au paragraphe 10.3 de la Décision de Doha; iv) la manière de donner effet à l'article 15 de l'Accord antidumping, à laquelle faisait référence le paragraphe 7.2 de la Décision de Doha; et v) la méthode de calcul du taux d'augmentation des contingents ouverts aux petits fournisseurs et les dispositions relatives à la majoration du coefficient de croissance pour l'étape 3 avancée au 1<sup>er</sup> janvier 2000, au titre de l'Accord sur les textiles et les vêtements, mentionnées aux paragraphes 4.4 et 4.5 de la Décision de Doha. En outre, les questions relatives au traitement spécial et différencié, dont il était question aux alinéas 12.1 i) et ii) de la Décision de Doha, étaient traitées par le CCD réuni en session extraordinaire. Le rapport du CCD en session extraordinaire avait été



présenté à la réunion de février du Conseil général, à laquelle le Comité avait demandé des éclaircissements au sujet du mandat de Doha. Le Président du Conseil général tenait des consultations sur les propositions concernant le traitement spécial et différencié, et l'Inde espérait un engagement constructif et positif de la part de tous les Membres en vue de trouver les moyens de renforcer les dispositions relatives au traitement spécial et différencié et de les rendre impératives, comme l'avaient décidé les Ministres à Doha. De même, les travaux sur les règles d'origine, qui étaient visés au paragraphe 9.1 de la Décision de Doha, étaient menés au Comité des règles d'origine. L'Inde était déçue par la lenteur des progrès réalisés sur cette importante question qui constituait un volet essentiel des règles sur la facilitation des échanges. Elle espérait que les Membres feraient preuve de la flexibilité nécessaire pour faciliter l'adoption rapide de décisions sur les questions qui restaient en suspens.

70. Il fallait maintenant aborder les questions à l'égard desquelles aucune décision n'avait été possible au sein des organes de l'OMC. Cela serait conforme à l'engagement, pris par les Ministres à Doha, de trouver des solutions appropriées à ces questions. Étant donné que les organes de l'OMC avaient signalé qu'aucun progrès n'était réalisable au-delà d'un certain point, il appartenait désormais aux Membres de décider de la meilleure façon d'avancer. L'Inde était ouverte aux propositions des Membres à ce sujet. La délégation indienne avait deux propositions. Premièrement, les Membres pouvaient regrouper ces questions avec les questions en suspens relevant du paragraphe 12 b) de la Déclaration de Doha afin qu'elles puissent aussi être traitées dans le cadre des consultations du Président du CNC. Deuxièmement, les Membres devraient établir un calendrier spécifique pour les travaux sur les questions de mise en œuvre à réaliser d'ici Cancún, afin d'assurer le maximum de résultats possibles avant la Conférence ministérielle. L'Inde attendait avec intérêt de connaître le point de vue des autres Membres à ce sujet. Sa délégation, à l'instar de nombreuses autres délégations des pays en développement, attachait une grande importance à une solution rapide de ces questions.

71. La représentante de la Tanzanie, s'exprimant au nom du Groupe informel des pays en développement, a dit que le Programme de travail de Doha prévoyait une action rapide sur des problèmes de développement tels que les questions de mise en œuvre, le renforcement des dispositions relatives au traitement spécial et différencié, l'agriculture et l'examen des difficultés qu'éprouvaient les Membres dont la capacité de production dans le secteur pharmaceutique était insuffisante ou nulle à exploiter effectivement les licences obligatoires dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC. Les Membres savaient qu'aucune de ces questions n'avait été pleinement résolue. L'engagement pris à Doha envers les pays en développement concernant ces questions n'avait généralement pas été tenu. C'était là un motif de graves préoccupations parmi les membres du Groupe informel des pays en développement, qui avaient participé et contribué de leur mieux aux négociations en cours.

72. La Déclaration ministérielle de Doha spécifiait des délais de rigueur pour l'achèvement des travaux sur certaines questions. Les travaux prescrits n'ayant pas été achevés dans les délais prévus, l'ordre du jour était désormais surchargé et retardé. Cela affectait la capacité de nombreux pays en développement aux ressources limitées à participer effectivement aux négociations. Il était impératif de donner la priorité à ces questions dans l'intervalle jusqu'à la Conférence ministérielle de Cancún et de les résoudre avec diligence. Les membres du Groupe informel soulignaient que les travaux à réaliser d'ici la Conférence ministérielle de Cancún, et l'organisation de la Conférence ministérielle proprement dite, devaient être menés dans le respect des principes de la transparence et de la participation de tous afin d'éviter de refaire les expériences du passé. Ils savaient que le Président du Conseil général et le Directeur général étaient résolus à respecter ces principes et ils les soutenaient dans cet engagement. Le Groupe informel souhaitait aussi avoir une idée de la nature et du format des résultats à attendre de la Conférence de Cancún, et il attendait avec intérêt de participer aux débats préliminaires sur les grandes lignes des documents à présenter à la Conférence ministérielle de Cancún. Les Membres du Groupe informel espéraient qu'en dépit des difficultés rencontrées jusqu'à ce jour dans le cadre du processus, les résultats de Cancún préserveraient et ne réduiraient en rien

l'esprit fondamental, en matière de développement, des décisions de Doha et ils confirmeraient les délais prévus pour l'ensemble du cycle en cours. Ils étaient conscients des initiatives prises par le Président du Conseil général et le Président du CNC pour faire avancer le processus dans des secteurs déterminants où les négociations avaient connu des difficultés, et ils espéraient que tous les Membres appuieraient ces initiatives.

73. La représentante de Cuba a remercié l'Inde et la Tanzanie de leurs déclarations sur ces deux points de l'ordre du jour. Cuba souscrivait pleinement aux propos tenus par l'Inde dans son document. À Doha, les Ministres avaient donné la priorité à la question de la mise en œuvre et, comme il était clairement indiqué dans le document indien, diverses questions liées à la mise en œuvre, qui figuraient dans la décision du 14 novembre 2001, n'avaient pas encore reçu de solution satisfaisante. Ces questions étaient d'une importance vitale pour les pays en développement. La délégation cubaine estimait donc que des efforts devraient être réalisés en vue de parvenir à des résultats spécifiques et pratiques le plus rapidement possible, et en tout cas avant Cancún. Cela susciterait chez les pays en développement la confiance nécessaire pour continuer de participer au processus. Cuba se joignait sans réserve à la déclaration faite par la Tanzanie au nom du Groupe informel des pays en développement.

74. Le représentant du Botswana, s'exprimant au nom du Groupe ACP, a dit que ces pays s'associaient pleinement aux déclarations faites par l'Inde et par la Tanzanie au nom du Groupe informel des pays en développement. Ils étaient reconnaissants au Président des efforts qu'il avait réalisés pour amener la question jusqu'au stade actuel et le félicitaient sincèrement de son rapport au Conseil général. Le Groupe ACP, qui était l'un des plus grands groupes officiels à l'OMC, restait résolu à travailler avec le Président et avec les autres Membres à l'exécution intégrale du mandat de Doha. Toutefois, les pays ACP Membres étaient profondément déçus de constater que certains aspects essentiels du processus de négociations avaient continué de marquer le pas et que la plupart de ces questions se situaient dans des secteurs qui intéressaient particulièrement le Groupe ACP. Ces pays étaient surtout préoccupés par la question du dépassement des délais, sachant que les Membres allaient bientôt dépasser les délais de la fin mai concernant l'examen du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends ainsi que l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. Certains des délais dépassés concernaient des questions vitales pour le traitement spécial et différencié, les questions de mise en œuvre, l'agriculture, et les questions concernant les ADPIC et la santé publique. C'étaient là des questions présentant un intérêt majeur pour le Groupe ACP, préoccupé par les difficultés qui continuaient de freiner les progrès dans ces domaines particuliers.

75. Les pays ACP gardaient cependant espoir, particulièrement en raison du rapport qu'avait présenté le Président quant à ses propres efforts visant à faire avancer les questions relatives au traitement spécial et différencié. Ils s'inquiétaient d'un éventuel encombrement de l'ordre du jour de Cancún. Cette situation aurait des conséquences graves pour les ressources limitées des petites délégations. Il importait que les Membres s'efforcent de résoudre le plus grand nombre possible de questions à Genève afin d'éviter de surcharger l'ordre du jour de Cancún. Le Groupe ACP attachait une grande importance aux questions de mise en œuvre et engageait tous les Membres à travailler sérieusement à apporter une solution satisfaisante à ses questions, contribuant ainsi à redresser le déséquilibre actuel dans le système commercial multilatéral. Le Groupe ACP soutenait que toutes les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre devaient être traitées et résolues de façon adéquate et satisfaisante, de préférence avant la Conférence de Cancún.

76. S'agissant du traitement spécial et différencié, il importait de rappeler que la Déclaration ministérielle de Doha prenait acte de l'importance des dispositions relatives au traitement spécial et différencié, particulièrement aux fins de faciliter la réduction des inégalités commerciales et économiques entre les pays en développement et les pays développés et de la nécessité, pour l'OMC, d'empêcher une aggravation de la marginalisation des pays en développement. Les pays ACP Membres étaient reconnaissants au Président des efforts qu'il entreprenait pour faire avancer les

questions relatives au traitement spécial et différencié, et ils demeuraient résolus à collaborer avec lui et avec d'autres à une solution satisfaisante de ces questions. S'agissant des ADPIC et de la santé publique, ils étaient très préoccupés par le fait que les Membres n'avaient pas encore trouvé de solution au paragraphe 6 de la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique, et ils soulignaient à nouveau qu'il s'agissait là d'une question ayant de graves ramifications morales. Ils demandaient instamment qu'une solution multilatérale praticable et juridiquement durable soit apportée à ce problème avant la Conférence de Cancún et ils appelaient toutes les délégations à faire preuve d'une plus grande flexibilité et volonté politique afin que cet objectif soit réalisé.

77. Dans le domaine de l'agriculture, qui était leur préoccupation générale, les pays ACP Membres avaient intérêt à sauvegarder autant que possible les régimes de préférences commerciales dont ils bénéficiaient avec divers partenaires commerciaux, dont l'Union européenne. Ils étaient cependant parfaitement conscients qu'à long terme, les préférences diminueraient et que l'avenir de l'économie de chacun de leurs pays dépendrait de leur aptitude à développer une capacité de production et à remédier à leurs contraintes en matière de capacité. Dans le domaine de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, dont la date limite se situait fin mai, il a rappelé que le mandat de Doha consistait à négocier l'accès aux marchés dans l'optique de l'article XXVIII du GATT de 1994, aux termes duquel les pays en développement avaient besoin d'une réciprocité qui ne soit pas totale, ainsi que de l'application d'un traitement spécial et différencié. Il était vital que les négociations concernant l'accès aux marchés pour les produits non agricoles ne portent pas atteinte aux recettes publiques potentielles et aux programmes d'industrialisation des pays en développement.

78. Le commerce des services était un autre domaine présentant un intérêt particulier pour les pays ACP Membres, car ils devaient disposer de la flexibilité nécessaire dans l'élaboration de leurs options de politique, et en particulier préserver les éléments et les principes du traitement spécial et différencié contenus à l'article IV de l'AGCS. Ils estimaient aussi qu'il devrait y avoir une synergie entre les négociations sur les règles et l'accès aux marchés d'une part et les processus demandes-offres d'autre part. Pour le moment, les négociations sur le commerce des services opéraient au détriment des pays en développement, qui devaient promouvoir les demandes et les offres émanant des délégations, tandis qu'une attention insuffisante était portée aux aspects concernant les règles, par exemple les mesures de sauvegarde. La transparence et la participation de tous au processus de négociation étaient deux autres domaines de préoccupation pour les pays ACP Membres, de même que la nécessité de favoriser un équilibre général des négociations, en particulier au moment où les Membres se préparaient pour Cancún. La transparence et la participation de tous étaient essentielles au succès de la Conférence ministérielle de Cancún. Les pays ACP Membres attachaient donc une grande importance à la réalisation de progrès à l'OMC dans les domaines critiques qui venaient d'être mentionnés, et ils souhaitaient des progrès concernant le Programme de travail sur les petites économies, qui faisait l'objet du point 5 de la réunion en cours. Un certain nombre de pays ACP Membres portaient un intérêt direct à la question des petites économies, et le Groupe ACP souhaitait réaliser des progrès significatifs dans ce domaine. Les pays ACP Membres réitéraient qu'ils étaient prêts et résolus à travailler avec le Président et avec les délégations pour mettre effectivement en œuvre le Programme de travail de Doha en respectant le mandat et le calendrier prévus. Ils engageaient les délégations à faire preuve d'une plus grande flexibilité afin de surmonter les difficultés actuellement éprouvées, car tous tenaient à ce que le résultat de la Conférence ministérielle de Cancún soit un succès.

79. Le représentant de la Chine a appuyé les déclarations de l'Inde et de la Tanzanie au nom du Groupe informel des pays en développement. Les préoccupations soulevées par l'Inde et par le Groupe informel étaient bien réelles et légitimes. Le fait qu'il puisse ou non y être remédié pèserait pour beaucoup sur le renforcement de la confiance pour les pays en développement dans le cycle en cours. Étant donné qu'il s'agissait du "Cycle du développement", les besoins et les intérêts des pays en développement devaient être au centre du Programme de travail. La Chine se réjouissait que le Président se prépare à aborder la question du traitement spécial et différencié et que le Président du

CNC se mette à travailler sur les questions de mise en œuvre. La Chine engageait vivement tous les Membres à soutenir pleinement des efforts afin que des résultats satisfaisants puissent être obtenus avant Cancún. La délégation chinoise convenait avec l'Inde qu'il fallait mettre au point un calendrier pour les consultations sur ces questions. L'élimination des distorsions des échanges dues aux subventions à l'exportation et au soutien interne, les préoccupations en matière de développement rural et de réduction de la pauvreté, une réciprocité qui ne serait pas totale, la suppression des obstacles non tarifaires, le mouvement des personnes physiques, le traitement spécial et différencié et l'assistance technique liée au commerce pour les pays en développement et les autres éléments concernant le développement devraient être pleinement pris en compte pendant les négociations. La Chine espérait qu'il serait répondu aux préoccupations des pays en développement et que les résultats du cycle en cours pourraient apporter des avantages tangibles aux pays en développement et contribueraient positivement à la cause du développement.

80. La représentante des États-Unis a dit que sa délégation était d'accord dans de nombreux cas avec la façon dont l'Inde avait décrit les travaux des Membres et elle a remercié la délégation indienne de ses observations raisonnées. Elle avait toutefois deux autres observations concernant des points soulevés par l'Inde. S'agissant de l'évaluation en douane, le Comité était convenu d'un programme de travail faisant appel à la participation de l'Organisation mondiale des douanes. Quant aux questions mentionnées par l'Inde au sujet de l'antidumping et des subventions, le Conseil général en avait longtemps débattu. De plus, les tenants de ces questions les avaient inscrites à l'ordre du jour des travaux du Groupe de négociation sur les règles. La délégation des États-Unis ne croyait pas que la proposition tendant à tenir de nouvelles consultations additionnelles fournirait une valeur ajoutée compte tenu de la surcharge de travail auxquelles les Membres faisaient actuellement face sur le chemin de Cancún. Ces points avaient déjà été largement débattus. Sa délégation remerciait la Tanzanie de ses observations et convenait avec elle qu'il importait de traiter des questions de développement à mesure que les Membres préparaient par leurs travaux la Conférence de Cancún.

81. La représentante du Kenya a remercié l'Inde et la Tanzanie de leurs déclarations. S'agissant de la déclaration de l'Inde, sa délégation attachait une grande importance aux questions liées à la mise en œuvre et, à mesure que s'approchait la Conférence ministérielle de Cancún, elle espérait que les Membres ferait preuve de la flexibilité et de la résolution nécessaires pour résoudre ces questions. Elle convenait aussi qu'il était impératif de mettre au point un calendrier sur les questions de mise en œuvre. S'agissant de la déclaration de la Tanzanie, elle a rappelé qu'à Doha les Ministres avaient réaffirmé leur résolution à poursuivre le processus de réforme et de libéralisation des politiques commerciales pour faire en sorte que le système commercial multilatéral joue pleinement son rôle pour ce qui est de favoriser la reprise, la croissance et le développement. C'était en cela que les besoins et les intérêts des pays en développement étaient au centre du Programme de travail de Doha. Les Membres devaient manifester leur engagement envers le Programme de Doha en défendant les préoccupations et les intérêts de ces pays en matière de développement. Telle était la clef du succès et de l'équilibre final de tout le cycle en cours. À mesure que l'on se rapprochait de Cancún, il était impératif que les Membres tombent d'accord sur les questions essentielles qui présentaient un couplage positif avec le développement. Les progrès accomplis en vue de remédier aux questions de développement renforceraient la confiance des pays en développement dans le système commercial multilatéral. Dans la conjoncture actuelle, il était vital de rétablir la confiance des pays en développement dans ce système pour contribuer au succès de la Conférence ministérielle de Cancún ainsi qu'à la conclusion du Cycle de Doha au 1<sup>er</sup> janvier 2005.

82. Le représentant du Sénégal a fait sienne la déclaration prononcée par la Tanzanie au nom du Groupe informel des pays en développement. Il a aussi apporté son appui à la déclaration de l'Inde sur les questions de mise en œuvre. Le Sénégal partageait pleinement les préoccupations qui avaient été exprimées, particulièrement en ce qui concernait la nécessité d'une solution urgente aux questions de développement du Programme de travail de Doha. Les Membres étaient à moins de quatre mois de la Conférence ministérielle de Cancún et il était donc vital que l'Organisation avance rapidement sur

ces questions afin d'assurer une issue équilibrée. Les Membres ne devraient pas considérer la Conférence de Cancún comme une simple étape sur le chemin de janvier 2005. Dans les circonstances actuelles, les Membres devraient faire preuve de volonté politique et évaluer dans quelle mesure les mesures prises à ce jour pour mettre en œuvre le Programme de Doha étaient conformes à l'esprit de ce Programme. L'OMC reposait avant tout sur la confiance que les Membres plaçaient en elle du point de vue de ses règles et de son fonctionnement. Manifestement, les progrès accomplis en ce qui concernait la confiance des Membres avaient permis d'obtenir les résultats enregistrés à Doha qui, dans l'ensemble, pouvaient être considérés comme équilibrés, et surtout qui étaient axés sur la priorité donnée au développement. Mais cette confiance commençait à faiblir et, en dépit des efforts réalisés, les Membres étaient proche de l'impasse et devaient s'assurer qu'ils étaient dans la bonne voie. Chacun reconnaissait que l'OMC était surchargée de travail. La priorité appartenait aux questions de développement, à l'égard desquelles il était possible d'avancer sans les bloquer ni les lier à d'autres questions. Le Sénégal était conscient que les autres questions devaient être considérées d'une façon constructive. Les Membres devaient travailler dans la perspective de la date butoir de 2005 par le canal de la Conférence ministérielle de Cancún. Il fallait obtenir des résultats substantiels avant Cancún, particulièrement en ce qui concernait le traitement spécial et différencié, les ADPIC et la santé publique, et la mise en œuvre.

83. Le représentant de la Zambie, se joignant aux déclarations de l'Inde et de la Tanzanie, a vivement recommandé que des solutions rapides et effectives soient apportées aux questions de mise en œuvre présentées dans les documents. Ce serait là un signal concret et positif qui fournirait une forte motivation pour Cancún. S'agissant du paragraphe 11.2 de la Décision sur les questions et les préoccupations liées à la mise en œuvre, qui traitait de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC, il a signalé, en sa qualité de "contact" en matière d'ADPIC pour les PMA et en leur nom, que ces pays se réjouissaient que le Conseil des ADPIC soit parvenu à une décision concernant le mécanisme de surveillance et de mise en œuvre concernant l'article 66:2. Leur tâche essentielle consistait désormais à rendre ce mécanisme opérationnel afin qu'il produise des résultats tangibles, c'est-à-dire qu'il assure que les technologies soient transférées aux PMA. La délégation zambienne espérait que l'esprit qui avait présidé à l'adoption de la décision sur ce sujet prévaudrait à l'égard des autres questions énumérées dans le document de l'Inde ainsi que des préoccupations en matière de développement qu'avait présentées la Tanzanie, et elle demandait aux Membres d'être fidèles à la méthode employée pour parvenir à la décision sur l'article 66:2. La Zambie souhaitait remercier tous les Membres, en particulier les États-Unis, les Communautés européennes, le Canada et le Japon, avec qui elle avait coopéré pour parvenir à cette décision.

84. Le représentant du Japon a remercié les orateurs qui, avant lui, avaient souligné l'importance de la dimension développement sur le chemin de Cancún et au-delà, dans le contexte du Cycle de Doha. Le Japon appréciait l'importance de la dimension développement dans la tâche qui incombait aux Membres. Dans ce contexte, il félicitait le Président d'avoir pris l'initiative de proposer un moyen pour avancer dans le domaine du traitement spécial et différencié. Il a aussi remercié le Président du CNC de ses initiatives visant à promouvoir encore les consultations sur les questions de mise en œuvre. Le Japon continuerait de participer de façon constructive à l'étude de ces questions. L'intervenant souhaitait faire une observation spécifique concernant la proposition de l'Inde. Alors que la Décision sur les questions et les préoccupations liées à la mise en œuvre prévoyait que ces questions devaient être examinées au sein des organes compétents, le Japon estimait que les Membres devaient se souvenir que la Décision n'exigeait pas que le Conseil général procède lui-même à un examen général de ces questions. À ce sujet, le Japon était d'avis que les questions dont l'Inde proposait un complément d'examen au Conseil général ne le justifiaient pas. En outre, s'agissant des questions figurant dans le document de l'Inde à l'alinéa c) du premier groupe et aux alinéas a) à e) du deuxième groupe, le Japon estimait qu'elles avaient déjà été résolues. Quant aux questions des alinéas d), e) et f) de la première série et b) et c) de la deuxième série, le Japon considérait qu'il serait plus efficace et constructif de continuer à en traiter dans les organes ou comités qui étaient le plus directement compétents à leur sujet.

85. Le représentant des Communautés européennes a remercié l'Inde et la Tanzanie de leurs déclarations. Celles-ci soulignaient à nouveau l'urgence et l'impérative nécessité de répondre aux préoccupations fondamentales en matière de développement, qui constituait un élément central de la Déclaration de Doha, comme l'avait dit la Chine. L'objectif de la Communauté était de faire fond sur les progrès déjà accomplis, en vue de parvenir d'ici la Conférence de Cancún à un ensemble substantiel de décisions en matière de développement et d'assurer qu'il serait répondu adéquatement aux besoins des pays en développement pendant tout le Cycle, au moins dans les domaines suivants: mise en œuvre, traitement spécial et différencié, accès aux marchés et règles, où il était nécessaire de renforcer les règles favorables au développement et aussi d'accroître l'aide afin de permettre aux pays en développement de commercer et de s'intégrer plus facilement, notamment entre eux. S'agissant de la mise en œuvre, comme l'avait dit l'Inde, les Membres avaient déjà parcouru une distance considérable depuis Seattle. Un premier ensemble de décisions avaient été prises avant Doha, et un deuxième avait été adopté à Doha, où il avait été décidé que la mise en œuvre ferait partie intégrante du Programme de Doha pour le développement. À la fin de 2002, les Membres avaient pris des décisions sur un certain nombre de questions, notamment dans le domaine de l'antidumping et des subventions et mesures compensatoires. Un certain nombre de questions avaient été renvoyées aux organes subsidiaires, et le document de l'Inde en mentionnait plusieurs. La délégation des Communautés européennes éprouvant certaines difficultés à porter un jugement précis sur chacune des questions qui avaient été traitées par les organes subsidiaires, l'intervenant a estimé que le Secrétariat pourrait utilement établir un document de synthèse indiquant l'état d'avancement de chacune de ces questions au sein des organes subsidiaires. S'agissant des questions dont il était question au paragraphe 12 b), tous les Membres avaient assisté à la réunion récemment convoquée par le Directeur général, et tous étaient pleinement convaincus que les consultations tenues par le Directeur général, appuyées par les actions et orientations du Président du Conseil général, garantissaient que les Membres parviendraient à un résultat fructueux sur les questions de mise en œuvre qui restaient en suspens.

86. En matière de traitement spécial et différencié, l'initiative du Président du Conseil général était très intéressante. La délégation des Communautés européennes y travaillerait de façon constructive. Elle s'efforcerait d'aider le Président à déterminer des ensembles de mesures pour les questions de la catégorie I et à débattre chacune des questions dans les différentes catégories, afin que cet exercice puisse donner un résultat d'ici les quelques prochains mois. En outre, les Membres ne partaient pas de zéro. Des travaux très importants avaient déjà été accomplis par le Président du CCD en session extraordinaire, et les Membres pouvaient aussi collectivement faire fond sur ces travaux préparatoires. C'était ce qu'avait fait le Président du Conseil général. Ainsi, la Communauté était certaine qu'en matière de processus, les Membres étaient sur la bonne voie pour ce qui concernait le traitement spécial et différencié. L'intervenant a rappelé que les Groupes de négociation sur l'accès aux marchés et sur les règles avaient passé un temps considérable à examiner les préoccupations en matière de développement. Beaucoup de temps avait aussi été consacré aux diverses propositions qui avaient été faites, tant dans le domaine de l'agriculture que dans celui des produits industriels. Ainsi, dans les groupes de négociation, les délégations, y compris celle de la Communauté, avaient donc particulièrement à cœur la lettre et l'esprit de la Déclaration de Doha. Enfin, la Communauté estimait que l'assistance technique liée au commerce était un élément vital indispensable à l'équilibre de l'ensemble global de mesures si les Membres voulaient effectivement répondre aux préoccupations en matière de développement. Le représentant des Communautés européennes savait que le Secrétariat avait été très actif en ce qui concernait non seulement le Programme 2003 d'assistance technique liée au commerce mais aussi le Programme 2004, au sujet duquel le Directeur général adjoint, M. Rana, avait entrepris ses consultations. S'agissant de l'assistance technique liée au commerce, non seulement la Communauté y participait-elle dans le cadre de l'OMC – et, comme chacun le savait, la Communauté et ses États Membres finançaient plus de 50 pour cent du total des fonds – mais encore incluait-elle le commerce parmi ses priorités en matière de développement dans le cadre de sa propre coopération bilatérale pour le développement, comme il l'avait déclaré à une récente réunion du

Conseil général traitant de la cohérence.<sup>2</sup> La Communauté fournirait près de 2 milliards d'euros pour ses activités d'assistance technique liée au commerce au cours des cinq années à venir.

87. Le représentant du Brésil a dit que son pays avait toujours accordé la plus grande priorité à une réponse favorable aux questions et préoccupations liées à la mise en œuvre qu'avaient soulevées les pays en développement bien avant la Conférence ministérielle de Seattle. Toutefois, les résultats obtenus en la matière n'avaient rien de remarquable, ce qui ébranlait l'assise sur laquelle avait reposé le lancement du Programme de Doha pour le développement, c'est-à-dire le redressement des déséquilibres constatés dans la mise en œuvre des accords du Cycle d'Uruguay. On observait invariablement un manque d'engagement constructif sur ces questions dans toutes les instances où elles avaient été débattues, et les résultats enregistrés à ce jour n'avaient pas encore contribué sensiblement à renforcer la confiance dans le système, facteur vital pour que le Cycle de Doha s'achemine vers des résultats de fond. Le Brésil renouvelait donc son appel en faveur d'un engagement constructif sur toutes les questions liées à la mise en œuvre, étape nécessaire au succès des négociations. La délégation brésilienne s'associait aux déclarations prononcées par l'Inde et par la Tanzanie, ainsi que par ceux qui les avaient appuyées.

88. Le représentant de l'Indonésie a associé sa délégation aux déclarations de l'Inde, de la Tanzanie, de la Chine, du Brésil et d'autres délégations. L'Indonésie attachait une grande importance à la solution des questions de mise en œuvre, que les pays en développement tenaient à cœur. Ces questions étaient débattues depuis plusieurs années et étaient toujours dans l'attente d'une solution concrète. Bien que les Membres soient entrés dans un nouveau cycle de négociations commerciales, ils ne devaient pas oublier de résoudre ces questions en suspens. Il a rappelé que certaines questions de mise en œuvre faisaient partie du Programme de Doha pour le développement et devaient être résolues avant la conclusion des négociations. Compte tenu de l'état d'avancement de ces questions à l'OMC, où certains délais importants avaient été dépassés, la solution rapide des questions de mise en œuvre donnerait un élan important pour déboucher de l'impasse. La solution de ces questions ferait aussi la preuve de la bonne volonté des Membres à collaborer pour résoudre les questions présentant une importance vitale pour de nombreux pays en développement. L'Indonésie appuyait la proposition formulée par l'Inde dans le document WT/GC/W/494, ainsi que la déclaration faite par la Tanzanie au nom du Groupe informel des pays en développement sur l'élaboration d'un calendrier pour les travaux à accomplir entre la réunion en cours et la Conférence ministérielle de Cancún. Elle estimait aussi nécessaire d'examiner les progrès réalisés sur les questions de mise en œuvre qui avaient été renvoyées aux organes de l'OMC.

89. Le représentant de l'Ouganda a associé sa délégation aux déclarations prononcées par l'Inde et par la Tanzanie au nom du Groupe informel des pays en développement. L'Ouganda avait été l'un des défenseurs actifs des questions de mise en œuvre bien avant Doha et il s'était attendu à ce que la plupart de celles-ci aient été résolues à ce jour. Il était cependant disposé à poursuivre sa participation constructive, il accueillait avec plaisir le programme du Directeur général et il espérait qu'il serait possible d'obtenir des résultats tangibles avant Cancún. Il en était de même pour la question du traitement spécial et différencié. Plusieurs propositions étaient en suspens depuis un certain temps, et l'Ouganda remerciait le Président d'accepter de se charger de résoudre ces questions. Le représentant de l'Ouganda tenait cependant à souligner à nouveau que les Membres ne devaient pas attendre jusqu'à Cancún. L'Ouganda s'attendait à des résultats économiques significatifs et favorables avant Cancún. Comme l'avaient déclaré de nombreuses délégations, cela renforcerait la confiance des Membres et améliorerait l'ambiance. Dans son rapport et dans ses entretiens avec les Ministres, le Directeur général avait signalé l'existence chez les Membres d'une volonté positive de participer, et l'Ouganda espérait que cela aboutirait à des résultats significatifs.

---

<sup>2</sup> Voir WT/GC/M/79.

90. S'agissant du paragraphe 6 de la Déclaration sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique, l'Ouganda, qui estimait que le texte du Président du Conseil des ADPIC restait l'issue la plus viable, pensait qu'il serait possible de trouver une solution avant Cancún. En outre, on ne saurait parler de développement dans le cas de l'Afrique sans traiter de la question de l'agriculture. Le fait de résoudre la question de l'agriculture contribuerait pour beaucoup à remédier aux questions de développement. L'Ouganda espérait qu'un accord interviendrait au sujet des modalités pour les négociations sur l'agriculture. Pour les PMA, les mesures sanitaires et phytosanitaires et les obstacles techniques au commerce constituaient des entraves majeures aux échanges et ces pays attendaient avec intérêt que Directeur général poursuive ses efforts de coopération avec les organismes internationaux de normalisation afin que ceux-ci accordent la priorité à la participation des PMA.

91. Le représentant de Djibouti a appuyé les déclarations de l'Inde, de la Tanzanie, de la Chine et du Brésil. Les questions de développement étaient vitales pour les pays en développement, qui s'efforçaient non seulement de créer la croissance économique mais aussi de survivre. Il serait donc judicieux de remédier aux questions de développement d'ici la Conférence ministérielle de Cancún. Les questions de développement devaient être prises en compte dans le cadre des négociations de l'OMC. Comme de nombreuses délégations l'avaient déjà dit, les pays en développement tenaient particulièrement à cœur ces questions et, comme les Ministres l'avaient déjà dit, ces questions devaient être au centre des négociations. L'intervenant a remercié les pays donateurs qui comprenaient cette question ainsi que l'importance de l'assistance technique pour les pays en développement. Il tenait aussi à remercier tous ceux qui avaient parlé de l'assistance technique et en avaient souligné l'importance. L'assistance technique était essentielle dans les négociations, car il importait que les pays en développement appréhendent mieux la façon dont le système fonctionnait et défendent leurs intérêts pendant toutes les négociations.

92. Le représentant de l'Argentine a apporté l'appui de sa délégation aux déclarations concernant le rôle central des questions de développement dans les négociations et quant à la façon dont elles pouvaient aider les Membres à faire avancer le processus de négociation. L'Argentine était prête à contribuer à un consensus, non seulement au sein des organes de l'OMC qui avaient mandat de traiter ces questions mais aussi à d'autres niveaux. La délégation argentine souhaitait spécifiquement souligner combien il importait d'obtenir des renseignements sur l'état d'avancement des diverses questions en suspens, compte tenu de leur grand nombre. Par exemple, à entendre la déclaration du Japon, il semblait que ce pays estimait, à la lecture de l'alinéa a) du deuxième groupe de questions dans le document indien, qu'en ce qui concernait l'Accord SPS la question de l'"équivalence" avait été résolue. Cependant, selon la façon dont l'Argentine interprétait et comprenait la situation, cette question – bien qu'elle soit examinée au Comité SPS – n'avait encore suscité aucun consensus quant aux paragraphes 5 et 7 de la Décision concernant l'équivalence. L'Argentine estimait donc que les Membres auraient sans doute intérêt à considérer la proposition de la Communauté quant à la nécessité de s'informer de l'état d'avancement des travaux sur ces questions.

93. Le représentant de la Malaisie a dit que sa délégation était de celles qui avaient souligné à maintes reprises combien il importait de trouver une solution aux diverses questions liées au développement, notamment les questions de mise en œuvre et le traitement spécial et différencié. Sa délégation était encouragée par les initiatives que le Président du Conseil général prenait pour traiter des questions relatives au traitement spécial et différencié, ainsi que par l'initiative du Directeur général pour le règlement des questions de mise en œuvre, particulièrement celles qui relevaient du paragraphe 12 b) de la Déclaration de Doha. La Malaisie soutenait ces initiatives et les efforts en cours. Sa délégation s'associait pleinement à la déclaration faite par la Tanzanie au nom du Groupe informel des pays en développement. Elle s'associait aussi pleinement à la déclaration de l'Inde, et elle estimait que les Membres devaient envisager cette question d'une manière très objective et constructive. Comme beaucoup l'avaient dit à la réunion en cours, il était important d'apporter des solutions amiables à ces questions de mise en œuvre. Cela était essentiel et impératif pour que les Membres puissent avoir foi et confiance dans le système, et il restait du chemin à faire dans ce sens.



La Malaisie était particulièrement encouragée par la déclaration de la Communauté sur la façon dont les Membres devraient traiter de ces questions, notamment celles qu'avait soulignées l'Inde, et elle convenait qu'il serait utile, pour commencer, que le Secrétariat fasse le point avec les Membres sur l'état d'avancement des travaux ou des progrès qui avaient été accomplis en rapport avec les diverses questions soulignées par l'Inde. Cela constituerait une bonne base pour faire avancer l'exercice. Au stade actuel, il importait de ne mettre aucune de ces questions de côté ou en veilleuse car ce n'était pas là le moyen de faire avancer ce très important exercice.

94. Le représentant des Philippines a dit que les questions relatives au traitement spécial et différencié et les questions de mise en œuvre étaient des ingrédients essentiels du renforcement de la confiance chez les pays en développement dans le cadre des négociations, afin de redresser les déséquilibres accumulés au cours des négociations et des accords antérieurs, de faciliter l'intégration et de prévenir la marginalisation des pays en développement, surtout les moins avancés d'entre eux, dans un processus multilatéral prometteur de croissance, d'emploi, de réduction de la pauvreté et de développement général pour tous. Il était donc important de manifester avant Cancún un engagement constructif et positif à résoudre la plupart des questions en suspens. La délégation des Philippines appuyait l'articulation minutieuse de cet argument dans les déclarations de l'Inde, de la Tanzanie au nom du Groupe informel des pays en développement, de la Chine, du Brésil et d'autres. Les Philippines avaient aussi pris bonne note de la déclaration de la Communauté selon laquelle, dans les négociations sur l'accès aux marchés et sur les règles, beaucoup de temps et de réflexions de fond avaient été consacrés à des débats portant sur des questions de développement analogues, prometteuses d'un avenir meilleur pour les pays en développement. Il a engagé les pays en développement à mettre plus nettement l'accent sur ces débats afin de ne pas avoir à refaire les expériences du passé. Il espérait, au vu de l'ambiance agréable qui s'instaurait dans les débats sur les questions relatives au traitement spécial et différencié et les questions de mise en œuvre, que les Membres seraient en mesure de progresser de façon plus résolue afin que l'issue des négociations soit mutuellement avantageuse pour tous.

95. Le représentant de la Barbade a dit que sa délégation appuyait la déclaration de l'Inde et espérait que ces questions seraient réglées de façon satisfaisante en temps voulu. Elle apportait aussi son appui aux déclarations prononcées par de la Tanzanie au nom du Groupe informel des pays en développement et par le Botswana au nom du Groupe ACP. Toutes les questions soulevées dans ces déclarations intéressaient la Barbade. Pour le moment, l'intervenant souhaitait faire de brèves observations sur deux questions soulevées par le Botswana concernant la suppression des préférences et le manque à gagner des recettes fiscales, ainsi que les incidences de ces deux phénomènes. Cette déclaration s'inscrivait dans le contexte du débat qui s'était déroulé à la réunion que le Conseil général avait tenu l'avant-veille sur la question de la cohérence, au cours de laquelle les Membres avaient été mis au courant des travaux réalisés par le FMI et la Banque mondiale. Lorsque le Fonds disait que son étude sur la suppression des préférences ne révélait guère d'indices de répercussions marquées, le représentant de la Barbade interprétait cela comme touchant essentiellement les problèmes de balance des paiements. Pour la Barbade, l'incidence d'une suppression des préférences se manifesterait, bien au-delà de la balance des paiements, par d'éventuels dérèglements sociaux, qu'il y ait ou non un problème de balance des paiements. Chaque fois que des gens perdaient leur emploi, cela avait des conséquences sociales pour eux-mêmes et pour leur famille.

96. En outre, dans un petit pays, ceux qui perdaient leur emploi ne pouvaient changer de région à la recherche de travail. Et une petite économie tributaire d'une base de ressources restreinte ne pouvait se permettre de laisser fermer une industrie et d'en lancer une autre qui résorberait les ressources inemployées. Le gouvernement devait donc offrir une structure sociale pour prendre en charge les personnes sans emploi et les empêcher de tomber dans le dénuement. Dans ce contexte, la question de la baisse des recettes fiscales prenait une grande importance car les personnes qui avaient perdu leur emploi ne payaient plus d'impôts et n'achetaient plus. De ce fait, lorsque les recettes publiques baissaient, le gouvernement devait réduire les services sociaux indispensables, afin de les

adapter aux nouvelles disponibilités budgétaires, au détriment des pauvres qui étaient les premiers tributaires de ces services. Lorsque l'on parlait du préjudice que pourrait subir le système économique d'un pays du fait d'une suppression des préférences, il ne s'agissait donc pas d'un problème de balance des paiements. Les programmes dont le Fonds étudiait la réorganisation étaient ceux qui visaient à soutenir la balance des paiements. Ils n'avaient rien à voir avec les problèmes sociaux que la Barbade devait affronter. Certes, la Banque disposait de plusieurs programmes de protection sociale, mais un pays comme la Barbade n'avait pas accès aux fonds de la Banque. Ainsi, sa délégation n'était pas disposée à laisser disparaître ces préférences parce que la Banque et le Fonds étaient censés mettre en place des programmes pour régler la situation qui en résulterait.

97. La représentante de la Thaïlande, remerciant la Tanzanie d'avoir exprimé ses préoccupations au nom du Groupe informel des pays en développement, a dit que sa délégation souhaitait faire part du souci que lui inspirait l'absence de progrès sur les questions liées au développement. Cela était dû à ce que les parties concernées ne se consacraient pas au débat avec une résolution réelle et constructive. S'agissant des questions de mise en œuvre, la Thaïlande avait demandé qu'il soit remédié aux déséquilibres résultant des accords du Cycle d'Uruguay, en particulier au fait que certains engagements et obligations n'avaient pas été mis en œuvre par les pays développés, avant que toute obligation nouvelle ne puisse être acceptée dans le nouveau cycle de négociations. Les divers groupes et parties prenantes du système commercial multilatéral s'étaient plaints d'avoir perdu foi et confiance dans le système car ils ne constataient aucun gain dans les domaines où ils possédaient un avantage comparatif, alors qu'ils avaient déjà dû consentir des concessions et ouvrir leurs marchés dans des secteurs où ils ne pouvaient faire concurrence. Pour rétablir la foi et la confiance dans la crédibilité du système commercial multilatéral, il fallait remédier à ces déséquilibres avant que les Ministres ne se réunissent à Cancún. S'agissant de la déclaration de l'Inde, la délégation thaïlandaise estimait aussi que les Membres auraient intérêt à prendre en considération la proposition de la Communauté de faire le point sur l'état d'avancement des travaux sur ces questions. En ce qui concernait le traitement spécial et différencié, la Thaïlande attendait avec intérêt d'y travailler avec le Président du Conseil général au cours des semaines à venir.

98. Le représentant du Paraguay, appuyant les propositions et déclarations de l'Inde et de la Tanzanie, a estimé que les Membres devraient examiner les progrès accomplis sur les questions de mise en œuvre qui avaient été renvoyées à des organes spécifiques de l'OMC. Il serait temps de disposer d'un calendrier des réunions d'ici Cancún afin que les Membres puissent progresser sur les divers points à débattre. Le Paraguay, qui souhaitait aussi apporter son appui à l'approche proposée par le Président pour faire avancer l'examen des questions relatives au traitement spécial et différencié afin de les analyser et de les rendre plus précises, plus opérationnelles et plus effectives, a accueilli favorablement la communication du Président du Conseil général figurant dans le document Job(03)/68. Il a fait observer qu'à une réunion du CCD en session extraordinaire, sa délégation avait proposé un projet de texte qui, espérait-il, serait débattu à l'occasion de réunions futures convoquées par le Président.

99. Le représentant du Canada a remercié l'Inde et la Tanzanie d'avoir fait part de leurs réflexions, ainsi que les autres délégations qui avaient formulé des observations. Le développement était manifestement indispensable et intimement lié à l'essence même du Programme de Doha pour le développement. Nul ne contestait cela, mais il semblait étonnant – et il espérait que son propos ne se prêterait à aucun malentendu – que certaines délégations assimilent le manque de progrès constaté dans un certain nombre de domaines à un manque d'engagement ou de participation. Certes, le Canada estimait que des progrès plus importants pourraient être accomplis sur plusieurs fronts, mais sa délégation n'était pas prête à accepter que le manque de progrès révélait un manque d'engagement. Il faisait plutôt valoir que les temps et les efforts que les Membres avaient consacrés ces dernières années visaient dans l'écrasante majorité des cas – et à fort juste titre – à faire avancer le dossier du développement. Cela avait été le cas avant, pendant et après la Conférence ministérielle de Seattle, ainsi qu'avant, pendant et après la Conférence ministérielle de Doha, notamment pour ce qui était des

questions de mise en œuvre, du traitement spécial et différencié, et des questions relatives aux ADPIC et à la santé publique. Bien que toutes ces questions n'aient pas encore débouché sur des issues fructueuses, les Membres avaient cependant réussi à faire avancer et à renforcer la transparence interne, particulièrement à l'avantage des plus petites délégations. En outre, les efforts concernant l'assistance technique liée au commerce avaient porté leurs fruits, de même que ceux concernant les accessions de PMA. À cet égard, ce serait une excellente chose – tant sur le fond que pour le symbole – qu'un ou plusieurs PMA soient accueillis comme nouveaux Membres à la Conférence ministérielle de Cancún. Le traitement de la question des petites économies s'était révélé décevant pour ces pays, mais c'était un domaine dans lequel le Canada n'était pas prêt à assimiler le manque de progrès à un manque d'engagement ou de participation de la part de toutes les délégations, de pays en développement, de PMA ou de pays développés. Il fallait l'admettre et commencer à reconnaître les efforts accomplis.

100. Cette attitude semblait sous-entendre que le dossier du développement était laissé à la traîne pendant que de grands progrès étaient accomplis dans d'autres domaines, alors qu'en réalité le développement était intimement lié à chacun des secteurs de négociation. Certaines déclarations semblaient aussi indiquer que les Membres devraient se concentrer davantage sur le développement, parce que celui-ci pourrait avoir été laissé pour compte. Le représentant du Canada était cependant convaincu que tel n'était pas le cas. Il a demandé aux Membres de réfléchir, par exemple, au point qui avait été atteint en ce qui concernait l'agriculture, l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, la réforme du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, ou d'autres domaines. Le sentiment général était apparemment que les Membres créaient une dynamique mais qu'ils n'avaient pas encore atteint le but, malheureusement dans de trop nombreux domaines. La teneur essentielle du message émanant du Directeur général et d'un certain nombre de Ministres était que les Membres devaient vraiment commencer à faire converger leurs positions en une position internationale de progrès et de succès. Le fait n'était donc pas que le développement était en retard sur tout le reste, mais plutôt qu'il était dans la même situation que de trop nombreuses autres questions. Le troisième point était que si les Membres voulaient faire avancer tous ces dossiers, y compris celui du développement, il n'était pas opportun pour le moment de créer une nouvelle piste pour examiner ces questions ni de créer une procédure spéciale au Conseil général. L'intervenant estimait – et plusieurs pays en développement l'avaient mentionné – qu'il était nécessaire de faire converger tous les chemins existants pour former une autoroute jusqu'à Cancún. Si les Membres pouvaient se concentrer sur cela au lieu de créer des bifurcations et des tangentes nouvelles, ils pourraient commencer à progresser davantage, surtout et avant tout sur les questions de développement mais aussi dans les autres domaines. La délégation du Canada partageait l'esprit de nombreuses interventions portant sur ce point. Mais elle n'acceptait pas qu'il y ait eu un manque d'engagement ou de participation. C'était là l'exemple parfait d'un cas où les Membres devaient renforcer leur confiance réciproque. Le développement ne faisait pas exception aux succès remportés par ailleurs. Certes, les Membres n'avaient pas encore réussi à trouver prise pour avancer, mais il était convaincu qu'ils y parviendraient. Il ne pensait pas que les Membres avaient obtenu de si mauvais résultats en un an et demi, par rapport à ce qu'avaient accompli leurs prédécesseurs au cours des huit cycles précédents de négociations commerciales multilatérales. En fait, ils avaient avancé aussi bien et aussi vite – sinon mieux ou plus vite – qu'au cours de chacun des cycles précédents. Mais il ne fallait pas se reposer sur ses lauriers, car chacun connaissait la date limite et l'ampleur du programme. Le Canada espérait que les Membres pourraient acquérir une certaine confiance et un certain esprit positif et commencer à converger, en ce qui concernait non seulement le développement mais aussi le reste du Programme de Doha pour le développement. Il espérait aussi que les Membres pourraient recourir aux bons offices du Président et du Directeur général pour les aider à réaliser cette convergence plutôt que d'essayer de se disperser et de multiplier les pistes existantes, déjà trop nombreuses.

101. Le Président a dit que les déclarations prononcées par l'Inde et par la Tanzanie au nom du Groupe informel des pays en développement avaient suscité un très bon débat sur les questions de développement. Pour résumer, il pouvait dire qu'en ce qui concernait le développement, l'évolution

du Programme de travail de Doha ne s'était guère révélée satisfaisante jusque-là. Les Membres n'avaient pas respecté les dates butoirs et s'étaient heurtés à d'importants retards dans une grande partie des travaux. Les résultats étaient très limités pour le moment et certains des Membres contestaient même l'appellation "Cycle du développement de Doha". Cette situation avait été source de déception et de préoccupations pour de nombreux pays. Le Président estimait toutefois qu'il y avait certains aspects positifs que les Membres devaient prendre en compte. Les déclarations des pays en développement et des pays développés avaient apporté confirmation de leur engagement envers le Programme de travail de Doha et signalé leur volonté politique de continuer à intensifier leurs efforts pour parvenir avant Cancún à un ensemble de résultats spécifiques et de fond sur les questions de développement. La majorité des Membres qui s'étaient exprimés avaient engagé le Directeur général et le Président du Conseil général à intensifier leurs efforts en ce qui concernait respectivement le traitement spécial et différencié et les questions de mise en œuvre, et à rechercher la plus grande flexibilité possible pour leur permettre de présenter des résultats spécifiques avant Cancún. Autre fait marquant, le Directeur général et lui-même avaient souligné, dans le cadre des travaux qu'ils entreprenaient et des réunions informelles des chefs de délégation, la nécessité de maintenir la plus grande transparence et la plus large participation de tous. S'agissant des ADPIC et de la santé publique, les Membres avaient déclaré nécessaire de n'épargner aucun effort pour résoudre la question avant Cancún. Ils avaient aussi déclaré nécessaire de rechercher un équilibre global dans le contexte du Programme de travail de Doha. De nombreux Membres avaient mis l'accent sur la nécessité de trouver des résultats spécifiques concernant l'agriculture, le traitement spécial et différencié et la mise en œuvre, afin de répondre vraiment aux objectifs de nombreux Membres non seulement en matière économique mais aussi dans le domaine social. S'agissant de la mise en œuvre, question sur laquelle l'Inde avait porté l'accent, les Membres avaient fait observer que sur les 12 propositions figurant dans le document indien, cinq avaient abouti à des résultats positifs, trois faisaient l'objet de travaux complémentaires au sein des organes subsidiaires, et que quatre suscitaient encore d'importantes divergences qui rendaient difficile l'obtention de résultats. Toutefois, l'Inde avait lancé un appel en faveur de la recherche de nouveaux moyens et procédures pour permettre aux Membres de progresser en matière de mise en œuvre. Une délégation avait déclaré que l'absence de progrès dans un domaine donné ne saurait être interprétée comme un manque d'engagement envers le Programme de Doha pour le développement. S'agissant de la recherche de nouvelles voies ou procédures, une délégation, appuyée par plusieurs autres, avait fait une proposition concernant l'opportunité de faire établir par le Secrétariat un document factuel sur l'état d'avancement des questions de mise en œuvre de rassembler des renseignements précis permettant de déterminer la position des Membres par rapport à chacune de ces questions. À la lumière du débat, le Président a proposé que le Conseil général prenne note des déclarations et en particulier des préoccupations exprimées au sujet du programme de travail relatif au développement, ainsi que de la nécessité de poursuivre les travaux en vue de parvenir avant Cancún à un ensemble de résultats spécifiques et de fond reflétant les intérêts et les objectifs des pays en développement. Il a engagé les Membres à poursuivre leur réflexion sur les préoccupations qui avaient été exprimées et à déployer leurs meilleurs efforts possibles pour articuler la substance du Programme de travail de Doha de manière à assurer que leurs travaux reflètent aussi fidèlement que possible sa dénomination de "Programme de Doha pour le développement".

102. Le Conseil général a pris note des déclarations.

**10. Régime des pensions de l'OMC – Élection d'un Président, d'un membre et d'un suppléant au Comité de gestion – Proposition du Président (WT/GC/W/496)**

103. Le Président a rappelé que l'article 4 a) du Statut du Régime des pensions de l'OMC prévoyait un Comité de gestion composé, entre autres, d'un Président, de quatre membres et de quatre suppléants élus par le Conseil général. À ses réunions de juillet 2002 et février 2003, le Conseil général avait élu ses représentants au Comité de gestion. Il avait cependant été informé que Mme l'Ambassadeur Mary Whelan, Mme Andréa Saldaña de Gama Watson et M. Xiaodong Wang

n'étaient plus en mesure d'occuper les postes de Président, membre et suppléant, respectivement, au Comité de gestion, et que le Conseil général devait donc prendre une décision en vue de leur remplacement au Comité de gestion. Comme signalé dans sa communication WT/GC/W/496, il souhaitait informer les Membres que les représentants mentionnés ci-dessous avaient accepté que leurs noms soient proposés pour les postes de Président, membre et suppléant, respectivement:

Président: M. l'Ambassadeur Stefán Jóhannesson (Islande), pour une période d'un an;

Membre: M. Thomas Chan (Hong Kong, Chine);

Suppléant: M. Mathias Francke (Chili).

104. En conséquence, il a proposé que les personnes mentionnées ci-dessus soient élues au Comité de gestion du Régime des pensions de l'OMC.

105. Le Conseil général a pris note de la déclaration et en est ainsi convenu.<sup>3</sup>

**11. Cinquième session de la Conférence ministérielle – Présence d'organisations internationales intergouvernementales en qualité d'observateurs - Demande de la Ligue des États arabes**

106. Le Président a rappelé qu'à sa réunion de février, le Conseil général était convenu que, conformément à la pratique adoptée par le passé et en vertu des Lignes directrices convenues pour le statut d'observateur pour les organisations intergouvernementales énoncées à l'Annexe 3 du Règlement intérieur du Conseil général, les organisations qui avaient été invitées à assister à la Conférence ministérielle de Doha seraient aussi invitées à assister à la Conférence ministérielle de Cancún. Le Conseil général était aussi convenu que des consultations seraient tenues au sujet des demandes d'autres organisations qui n'avaient pas déjà assisté à la Conférence ministérielle de Doha en qualité d'observateurs et qui ne jouissaient du statut d'observateur ni au Conseil général ni dans les autres organes de l'OMC. À cet égard, le Président a signalé aux Membres que, depuis lors, une demande de statut d'observateur à la Conférence ministérielle de Cancún avait été reçue de la Ligue des États arabes. Les Membres souhaitant consulter la communication adressée par cette organisation étaient invités à prendre contact avec la Division des relations extérieures du Secrétariat de l'OMC. S'agissant de la demande de la Ligue des États arabes, il a proposé que le Conseil général procède exactement de la même manière qu'il l'avait fait dans le passé à l'endroit des demandes de statut d'observateur aux Conférences ministérielles émanant d'organisations qui ne jouissaient du statut d'observateur ni au Conseil général ni dans les autres organes de l'OMC. Le Président a proposé en conséquence qu'à moins qu'un Membre ne notifie son opposition au Secrétariat d'ici le 15 juin 2003, la Ligue des États arabes pourrait assister à la Conférence ministérielle de Cancún en qualité d'observateur. Comme par le passé, le Président tiendrait le Conseil général au courant de la situation relative à cette demande à la prochaine réunion du Conseil.

107. Le représentant de l'Égypte, s'exprimant au nom des pays arabes Membres, a remercié le Président d'avoir porté à l'attention du Conseil la demande de la Ligue des États arabes d'assister à la cinquième Conférence ministérielle en qualité d'observateur, qu'appuyaient les pays arabes Membres ainsi que d'autres Membres de l'OMC. Cette demande avait été faite de 5 février et la délégation égyptienne s'y était référée à la réunion du Conseil général du 10 février. Les pays arabes comprenaient cependant que le Président ait souhaité donner aux Membres un délai de réflexion supplémentaire de 30 jours. Ils estimaient donc que le Conseil général devrait réexaminer cette demande et prendre une décision à sa prochaine réunion afin de mettre en pratique le principe de la transparence que recherchaient tous les Membres et d'assurer la participation de tous les Membres au

---

<sup>3</sup> La Décision a été distribuée ultérieurement sous la cote WT/L/517.

processus de décision. Ils souhaitent aussi souligner l'importance que le Groupe arabe attachait à la présence d'organisations intergouvernementales analogues, notamment celles impliquées dans des activités d'intégration régionale et dans la promotion de la libéralisation des échanges, ainsi que dans l'aide aux pays accédants dans de nombreux domaines liés au commerce. Les pays arabes souhaitent que la demande de la Ligue des États arabes, qui avait été rejetée pour les Conférences ministérielles de Seattle et de Doha, serait accueillie cette fois-ci avec bienveillance par tous les Membres, d'une manière qui éviterait de la politiser et qui correspondrait aux récentes initiatives prises dans et envers la région.

108. Le représentant du Koweït, s'exprimant aussi au nom du Qatar, d'Oman, de Bahreïn et des Émirats arabes unis, a appuyé la déclaration de l'Égypte. Les gouvernements de ces pays accordaient une grande importance à la demande de la Ligue des États arabes d'assister à la cinquième Conférence ministérielle en qualité d'observateur. Ils estimaient, comme l'Égypte l'avait déclaré aux réunions précédentes du Conseil général, que la question était en suspens depuis longtemps et ne devrait pas être politisée. La délégation du Koweït engageait les Membres du Conseil général à accueillir avec bienveillance la demande de la Ligue des États arabes.

109. Le représentant de la Jordanie a dit que sa délégation avait peu de chose à ajouter à déclaration de l'Égypte, à laquelle elle s'associait pleinement et qu'elle appuyait fermement. La Ligue des États arabes administrait un accord de libre-échange et jouait un rôle important dans la région, surtout aux niveaux économique et commercial, ce qui était étroitement lié au système commercial multilatéral. La Jordanie espérait qu'à la prochaine réunion du Conseil général, la question serait dépolitisée et qu'il serait fait droit à la demande de la Ligue d'assister à la cinquième Conférence ministérielle en qualité d'observateur.

110. Le représentant de Djibouti a dit que la demande de la Ligue des États arabes devrait être examinée à la prochaine réunion du Conseil général. Cette demande devrait être traitée de la même manière que les demandes émanant de toutes les autres organisations et sans la politiser.

111. Le représentant de la Tunisie a appuyé les déclarations des orateurs précédents. Son gouvernement estimait aussi important de faire droit à cette demande compte tenu du rôle que jouait la Ligue des États arabes dans le développement du commerce dans ses pays membres. Le Conseil général devrait examiner favorablement cette demande à sa prochaine réunion.

112. Le représentant du Maroc a dit que sa délégation, à l'instar de celles qui s'étaient exprimées précédemment, appuyait aussi la demande de l'Égypte. Compte tenu du rôle que jouait la Ligue des États arabes en rapport avec les politiques commerciales de ses États membres, la délégation marocaine souhaitait que le Conseil général examine à nouveau cette demande et lui donne une réponse favorable à sa prochaine réunion.

113. Le représentant de la Mauritanie a dit que sa délégation, se joignant aux déclarations des orateurs précédents, souhaitait que la demande de la Ligue des États arabes soit examinée conformément aux principes qu'ils avaient évoqués, c'est-à-dire qu'elle soit traitée selon les mêmes règles qui sont appliquées dans ce contexte, en tenant compte de l'importante dimension économique et commerciale de la Ligue des États arabes. La délégation mauritanienne espérait qu'une solution serait rapidement trouvée à la prochaine réunion du Conseil général.

114. Le représentant du Canada, prenant la parole au sujet d'une question connexe concernant le statut d'observateur, a rappelé que le 13 mai, à la fin de la réunion du Conseil général sur la cohérence – qui avait été fructueuse et pertinente – le Directeur général avait indiqué dans son résumé qu'il serait logique que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international soient invités, notamment au nom de la cohérence, à assister en qualité d'observateurs aux réunions du Comité des négociations commerciales et de ses organes subsidiaires. La délégation canadienne se demandait si, dans l'esprit

général du statut d'observateur, les Membres ne souhaitaient pas réfléchir à cette proposition et trouver éventuellement un moyen de compléter les consultations informelles pour déterminer si, à leur avis, une décision pouvait être prise au sujet de ces deux organisations sur la base de ce qui constituait à ses yeux une excellente réunion sur la cohérence.

115. Le Président a dit qu'en ce qui concernait la demande de la Ligue des États arabes, il proposerait, comme précédemment, que le Conseil général suive la pratique adoptée dans le passé pour traiter les demandes présentées par les organisations intergouvernementales en vue d'assister aux Conférences ministérielles en qualité d'observateurs et que lui-même, en sa qualité de Président, informerait le Conseil général, à sa prochaine réunion, de la situation concernant cette demande. Il a aussi proposé que toutes les déclarations faites à la réunion en cours pour souligner l'importance de cette demande soient consignées au compte rendu.

116. Le représentant de l'Égypte a dit que dans sa précédente déclaration, il avait fait une proposition spécifique qui ne correspondait pas exactement à celle dont le Président avait saisi le Conseil général. Sa délégation avait proposé que le Conseil général réexamine la demande de la Ligue des États arabes et prenne une décision à son sujet à sa prochaine réunion. Le Conseil général ajournerait donc pour le moment le débat sur cette demande puisque le Président souhaitait laisser aux Membres un délai supplémentaire de réflexion de 30 jours.

117. Le Président a dit que lorsqu'il avait proposé qu'en sa qualité de Président, il informe le Conseil général, à sa prochaine réunion, de la situation concernant cette demande, il ménageait en fait la possibilité d'examiner cette question à la prochaine réunion. Il n'avait pas exclu la possibilité de l'examiner à nouveau. Cela dit, il existait au Conseil général une pratique établie consistant à suivre une procédure précise à l'égard de ces demandes émanant d'organisations intergouvernementales et il semblait juste de suivre cette pratique en l'espèce. À la prochaine réunion du Conseil général, il informerait les Membres de la situation et, à la lumière de son rapport, le Conseil pourrait procéder à un nouveau débat sur cette question.

118. La représentante des États-Unis a dit que sa délégation soutenait l'approche proposée par le Président car il s'agissait de la méthode normale qui était appliquée à toutes les demandes de cet ordre. Si une opposition était formulée à l'encontre de la Ligue des États arabes, sa délégation respecterait le droit des Membres à demander un débat à la prochaine réunion du Conseil général.

119. Le représentant de l'Égypte, reconnaissant que, dans le passé, le Conseil général avait effectivement suivi la pratique mentionnée par le Président, a déclaré que, malheureusement, cette pratique ne semblait pas productive, ce pourquoi le Conseil général devrait tenter de suivre une pratique différente, car ces pratiques n'étaient pas consacrées par le Règlement intérieur du Conseil. Sa délégation souhaitait toujours laisser aux Membres un délai de réflexion, mais elle voulait qu'une décision soit prise de façon transparente par le Conseil général à sa prochaine réunion, plutôt que laisser adresser des réponses écrites au Secrétariat d'une manière qui n'était pas transparente.

120. Le Président a dit qu'il s'en remettait à la décision des Membres en la matière. Il souhaitait cependant souligner de nouveau qu'en suivant la pratique établie qu'il avait décrite, le Conseil général ne préjugerait pas du résultat, car si aucun Membre ne s'opposait à la demande, le Président informerait le Conseil, à sa prochaine réunion, que la demande avait été approuvée. Si une délégation formulait une opposition d'ici la prochaine réunion du Conseil général, il en ferait rapport à la prochaine réunion et aucune décision ne serait prise avant cela. En d'autres termes, la question resterait en suspens jusqu'à la prochaine réunion, à laquelle chaque Membre aurait le droit de revenir sur la question. Toutefois – s'il avait bien compris –, l'Égypte demandait que le Conseil général ne suive pas sa pratique habituelle en l'espèce et laisse la question en suspens jusqu'à la prochaine réunion, prévue pour les 24 et 25 juillet. Dans ce cas, le Conseil laisserait la question en suspens et ne connaîtrait le résultat qu'au tout dernier moment. Toutefois, comme il l'avait signalé, le Président s'en

remettait à la décision des Membres. Il estimait que sa proposition n'empêcherait pas le Conseil général de revenir au débat sur cette question à sa prochaine réunion, mais au moins saurait-il alors si des oppositions avaient été soulevées ou non. Le Président a suggéré que le Conseil général se range à la proposition qu'il avait faite car cela ne porterait atteinte au droit d'aucun Membre à revenir à la question et à prendre une décision à la prochaine réunion.

121. Le représentant de l'Égypte a dit que sa délégation était tout autant préoccupée par le processus que par le résultat. Elle estimait que le processus à suivre devrait être transparent et qu'une décision devrait être prise à une réunion du Conseil général, soit à la réunion en cours soit – puisque le Président voulait donner aux Membres un délai de réflexion supplémentaire – à la réunion suivante. L'Égypte, respectant le vœu du Président, était disposée à revenir à cette question et à prendre une décision à son sujet à la prochaine réunion du Conseil général. Sinon, les Membres pouvaient prendre la décision à la réunion en cours, si nul ne s'y opposait.

122. Le Président a bien précisé qu'aux termes de sa proposition la décision serait prise en tout cas à la prochaine réunion. Elle ne serait pas prise à la réunion en cours ni dans l'intervalle entre la réunion en cours et la prochaine réunion. Ainsi, la pratique habituelle permettrait aux Membres de savoir, d'ici la prochaine réunion, si une délégation s'était opposée à la demande. Toutefois, la décision ne serait pas prise sur cette base mais plutôt à la prochaine réunion. Étant entendu que la décision serait prise à la prochaine réunion, le Président s'est demandé si la délégation égyptienne pouvait accepter la procédure qu'il avait proposée ou si elle insistait pour que cette procédure ne soit pas suivie en l'espèce et que le Conseil général laisse la question totalement en suspens et y revienne à la réunion de juillet sans savoir si des oppositions avaient ou non été soulevées à l'encontre de la demande.

123. Le représentant de l'Égypte a dit que le problème posé par la proposition du Président était qu'elle permettait aux Membres d'exprimer leur point de vue par un processus – que ce soit par correspondance ou autrement – qui, aux yeux de l'Égypte, ne convenait pas à l'examen de la demande en question, ou de toute autre demande de statut d'observateur. Dans les autres organes de l'OMC, les demandes de statut d'observateur étaient traitées d'une façon transparente au sein même de chaque organe plutôt qu'en demandant aux délégations d'exprimer leur point de vue en adressant des lettres au Secrétariat ou au Président. L'Égypte souhaitait donc que le Conseil général se saisisse de la question en réunion, de façon transparente et avec la participation de tous les Membres.

124. Le Président a dit qu'il n'éprouvait aucune difficulté à laisser cette question en suspens jusqu'à la prochaine réunion. Il estimait que sa proposition aurait apporté une plus grande clarté et transparence à la situation relative à la demande de la Ligue des États arabes. Toutefois, si l'Égypte estimait que le Conseil général ne devrait pas suivre la pratique habituelle en l'espèce et que la question devrait être laissée en suspens, il n'avait aucune difficulté à retirer sa proposition. À la lumière de cela, il a suggéré que le Conseil général accepte la proposition de l'Égypte et revienne à cette question à sa réunion des 24 et 25 juillet.

125. Le représentant des États-Unis a dit que la proposition égyptienne constituait apparemment une modification de la pratique normale que le Conseil général avait suivie auparavant pour toutes les demandes de cet ordre, et il a demandé ce que le Président suggérerait que le Conseil fasse maintenant.

126. Le Président a dit que la proposition égyptienne était que, dans le cas précis de la demande de la Ligue des États arabes, le Conseil général, au lieu de suivre la pratique habituelle, renvoie l'examen de ce point à la réunion suivante. Cela ne préjugerait nullement de la décision finale à prendre au sujet de cette demande. Par conséquent, si, comme l'avaient dit les États-Unis, le Conseil général ne suivait pas la pratique habituelle en l'espèce, il pourrait le faire plus tard. La situation était la suivante: à la demande de l'Égypte et d'un groupe de Membres qui avaient pris la parole sur la



question, les Membres envisageaient de renvoyer la décision en la matière à la prochaine réunion du Conseil général.

127. Le représentant du Canada a demandé, pour faire suite aux observations des États-Unis, si un semblant de procédure serait appliqué au cas où une demande de statut d'observateur serait reçue d'une autre organisation intergouvernementale après que les Membres aient laissé la question en suspens sans suivre la pratique habituelle, ou si ces demandes additionnelles seraient aussi traitées sur une base *ad hoc*. Il a demandé quelle serait exactement la procédure spéciale entre la réunion en cours et la réunion suivante du Conseil général.

128. Le Président a dit que la question du Canada était pertinente. En tant que Président, il devait écouter toutes les propositions qui étaient faites. En l'espèce, le Conseil général était invité à déroger à la pratique qu'il avait suivie dans le passé. L'action du Conseil général consistait à renvoyer une décision à une date ultérieure. Selon la proposition de l'Égypte, le Conseil général reviendrait à cette question les 24 et 25 juillet, sans préjuger de la décision finale qui pourrait être prise. Quant à savoir ce qui se produirait si des demandes étaient reçues entre-temps d'autres organisations intergouvernementales, il était d'avis que le Conseil général devrait continuer à suivre la pratique normale qu'il avait toujours suivie, en l'absence d'une proposition spécifique tendant à y déroger telle que celle qui avait été faite en l'espèce. Cela dit, le Président a proposé que Conseil général convienne de renvoyer l'examen de la question à la réunion de juillet étant donné que des oppositions à la pratique habituelle avaient été formulées en l'espèce.

129. Le représentant de l'Égypte, notant que le Président avait mentionné à plusieurs reprises que la proposition égyptienne tendait à ce que les Membres renvoient à la prochaine réunion l'examen de la demande, a précisé que la proposition de sa délégation visait à ce que la décision soit prise à ladite réunion lorsque les autres Membres seraient en mesure, après réflexion, de participer alors à la décision. Par conséquent, d'ici la réunion de juillet, les Membres n'auraient pas besoin d'un délai de réflexion supplémentaire avant de prendre une décision concernant la demande.

130. Le Président a dit qu'il voulait que la situation soit claire. L'Égypte avait demandé, en ce qui concernait la demande de la Ligue des États arabes, que le Conseil général ne suive pas la pratique habituelle appliquée aux demandes d'organisations intergouvernementales qui souhaitaient être invitées à assister en qualité d'observateurs aux Conférences ministérielles et qui ne jouissaient pas du statut d'observateur auprès du Conseil général ou d'autres organes de l'OMC. Le Conseil général conviendrait de ne pas suivre cette pratique à l'endroit de la demande à l'examen. Cela dit, le Président interprétait la dérogation à la pratique habituelle comme signifiant que la demande resterait en suspens et qu'elle figurerait à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil général et serait débattue à ce moment-là. Telle était son interprétation de la question. Il a signalé en un même temps que les déclarations faites sous ce point par toutes les délégations seraient consignées au compte rendu de la réunion en cours afin de préparer l'examen de cette question à la prochaine réunion.

131. Le Conseil général a pris note des déclarations et est convenu de revenir à ce point à sa prochaine réunion.

## **12. Amélioration des services fournis aux Membres par le Secrétariat**

132. M. Abbott, Directeur général adjoint, prenant la parole au titre des "Autres questions", a signalé que sa déclaration faisait suite aux observations faites par le précédent Président du Conseil général à la réunion du Conseil de février pour mettre les Membres au courant d'un certain nombre de projets concernant les services fournis aux Membres par le Secrétariat. L'intervenant souhaitait faire part aux Membres de renseignements concernant certains services nouveaux que le Secrétariat avait été en mesure de mettre en place, surtout dans le domaine de l'accès en ligne à Internet et aux

documents. C'était là un important domaine de travail, en particulier comme forme d'assistance aux pays en développement Membres.

133. Premièrement une nouvelle version du service Documents en ligne avait été inaugurée le 9 avril 2003. Cette version permettrait aux Membres, aux observateurs et au public de consulter et de télécharger plus facilement les documents en fonction de divers critères de recherche. Les nouvelles fonctions du programme seraient particulièrement utiles aux utilisateurs peu accoutumés à la structure des documents de l'OMC et à leurs symboles. Tous les détails avaient été publiés dans le document WT/L/514. Une séance d'information sur ce service serait organisée dans quelques semaines. Des détails complémentaires seraient alors fournis au sujet des cours de formation pratique et des services futurs tels que l'extraction en ligne de tous les documents concernant une réunion précise.

134. Deuxièmement, un service d'inscription en ligne pour les participants à la cinquième Conférence ministérielle à Cancún avait été inauguré le 6 mai 2003. Les Membres et les observateurs participants employaient déjà ce service mis au point sous les auspices du Comité organisateur mexicain, pour inscrire les participants par Internet. Tous les détails avaient été communiqués aux coordinateurs individuels désignés par les délégations et un lien avec le service d'inscription avait été placé sur le site Web des Membres de l'OMC.

135. Troisièmement, une salle des délégués avait été ouverte le 30 avril 2003. Dans cet espace, les Membres pouvaient trouver plusieurs ordinateurs individuels raccordés à Internet et destinés à leur usage pour leur permettre, par exemple, de s'inscrire à la cinquième session de la Conférence ministérielle et d'accomplir d'autres tâches. En outre, du matériel photographique électronique et des systèmes de numérisation avaient été installés pour aider les participants à créer des photographies électroniques aux fins de l'inscription en ligne. L'intervenant a invité les délégations à se rendre à la salle 1045 à leur convenance.

136. Quatrièmement, un réseau numérique hertzien "WiFi" avait été installé dans tous les locaux de l'OMC. Grâce à ce réseau, les délégations pourraient accéder sans fil à Internet dans tout ce bâtiment et dans le nouveau bâtiment de conférences. Ils devraient pour cela être munis d'un ordinateur portatif ou d'un ordinateur de poche équipé WiFi. Une note d'information contenant tous les détails serait distribuée sous peu, lorsque les lignes d'accès nécessaires seraient disponibles chez le fournisseur de service Internet (BlueWin). L'intervenant espérait que ces nouveaux services seraient utiles aux Membres, particulièrement aux pays en développement Membres.

137. Le Conseil général a pris note de ces informations.

### **13. Présidence du Comité du commerce et du développement**

138. Le Président, prenant la parole au titre des "Autres questions", a rappelé qu'à sa réunion de février, le Conseil général avait pris note du consensus sur la liste de noms des Présidents des organes de l'OMC, y compris le Président du CCD. Depuis lors, il avait appris que M. Ould Mohamed Lemine (Mauritanie), qui avait été désigné à ce poste, était malheureusement empêché pour le moment d'exercer la présidence du Comité. Dans cette situation et après consultation des délégations, le Président a informé le Conseil général qu'il existait un consensus en faveur de la désignation à ce poste de M. Habib Mansour (Tunisie). Au nom du Conseil général, le Président a remercié M. Mansour d'avoir accepté de présider le CCD, ainsi que M. Ali (Bangladesh) pour la bonne volonté dont il avait fait preuve en continuant d'assumer la charge de diriger jusqu'ici les travaux du Comité. L'élection formelle de M. Mansour serait le premier point à l'ordre du jour de la prochaine réunion du CCD, prévue pour le 22 mai.

139. Le Conseil général a pris note de la déclaration et du consensus sur la désignation.

**14. Présidences des Groupes de travail de l'accession du Bhoutan, de l'Éthiopie et du Yémen**

140. Le Président, prenant la parole au titre des "Autres questions", a informé le Conseil général qu'à la suite de consultations entre les membres des groupes de travail et les autorités du Bhoutan, de l'Éthiopie et du Yémen respectivement, et conformément à la pratique habituelle de l'OMC, les désignations suivantes avaient été convenues:

- M. Petritsch (Autriche) comme Président du Groupe de travail de l'accession du Bhoutan, en remplacement de M. Kreid (Autriche), Président sortant;
- M. McMillan (Royaume-Uni) comme Président du Groupe de travail de l'accession de l'Éthiopie;
- M. Röben (Allemagne) comme Président du Groupe de travail de l'accession du Yémen.

141. Le Conseil général a pris note de ces informations.

**15. Fermeture des locaux de l'OMC pendant la réunion du G-8 à Évian**

142. Le Président, prenant la parole au titre des "Autres questions" et signalant qu'il serait vraisemblablement difficile d'accéder aux locaux de l'OMC pendant la réunion du G-8 à Évian, a informé le Conseil général qu'il avait convenu avec le Directeur général, suite à des consultations avec les autorités suisses et avec la police genevoise, que le bâtiment serait fermé les 2 et 3 juin 2003. Par conséquent, les délégués et le personnel ne devraient pas se présenter à l'OMC pendant ces deux journées et les réunions prévues seraient reprogrammées.

143. Le Conseil général a pris note de ces informations.

---